

Questions de Recherche / Research in Question
N° 17 – Mai 2006

Le débat russe sur l'informel

Myriam Désert

Le débat russe sur l'informel

Myriam Désert¹

Résumé

Quels sont les racines et les effets du secteur informel ? Constitue-t-il un bienfait ou une malédiction ? A ce débat, nourri depuis trois décennies par les considérations sur la situation des pays en développement, les mutations post-soviétiques apportent de nouveaux éléments. On observe en effet en Russie des processus de formalisation - et de "déformalisation" - des règles non seulement dans les pratiques des acteurs économiques, mais également dans la distribution de services publics devenus rares. L'analyse des pratiques informelles concrètes alimente la réflexion sur les relations qui lient mutations économiques et politiques : quel est leur impact sur l'instauration d'un marché et d'un Etat de droit, sur la recomposition de l'espace tant économique que social ? L'examen des visions de l'informel par les milieux académiques russes et les acteurs sociaux est l'occasion de mettre en évidence les différents déterminants des comportements : réaction à la conjoncture, racines culturelles, représentations sociales... L'exemple russe illustre la façon dont l'informel est non seulement une modalité d'action qui contourne les règles légales, mais également un mode de sociabilité qui refuse les relations sociales anonymes ; il aide à réfléchir à la façon de réencaster l'économie dans le social.

Abstract

What are the roots of the informal sector and what effects does it have? Is it a blessing or a curse? Changes in post-Soviet Russia contribute new food for thought to a debate that had previously been nourished primarily by considerations on the situation in developing countries. In Russia can be observed processes of formalization - and "deformalization" - of the rules governing not only the practices of economic actors, but also in the rarified distribution of public services publics. The analysis of actual informal practices feeds thinking about the relations between economic and political changes: what impact do they have in setting up a market economy and the rule of law, and in the reconfiguration of both the economic and social arena? An investigation into the way Russian academic circles and social actors view the informal sector sheds light on the various behavioral determinant: reaction to the economic context, cultural roots, social beliefs, and so on. The case of Russia illustrates how the informal sector is not only a mode of action that circumvents legal guidelines, but also a mode of sociability that rejects anonymous social relations. It helps examine ways to reinject the social aspect into economics.

¹ Myriam Désert est Maître de conférences à l'Université Paris 4-Sorbonne où elle dispense un enseignement sur la vie politique et économique de la Russie actuelle aux étudiants de Langues Etrangères Appliquées. Contact myriam.desert@paris4.sorbonne.fr

INTRODUCTION

“L’informel” est un objet – sujet à polémiques, et ce d’autant plus que ses contours sont par définition flous. Les pratiques qui lui sont associées, qui vont du travail au noir aux échanges de services en passant par la contrebande, sont généralement examinées du point de vue de leur impact sur les processus du développement économique d’une part, de la modernisation politique d’autre part. La question sous-jacente à la plupart des analyses est schématiquement la suivante : l’informel est-il un obstacle ou bien un atout pour ces processus ? Interrogation qui peut avoir une variante plus facétieuse : est-il archaïque ou postmoderne² ?

La dominante des réponses apportées a évolué au fil des années. Les organismes internationaux ont d’abord, dans les années 1970, condamné les pratiques informelles : en instaurant leurs propres modes de régulation, elles concurrençaient, disait-on, des institutions libérales perçues comme universelles, en perturbaient l’instauration là où elles devaient advenir, bref compromettaient l’évolution des pays en voie de développement en accentuant leur “retard institutionnel”. Il convenait donc de les combattre. La description des processus latino-américains constitue un autre jalon de l’histoire de ce débat. Avec la lecture des évolutions péruviennes que donne “L’autre sentier”³ de H. de Soto, l’informel cesse d’être marginalisant pour devenir progressiste : les entrepreneurs du secteur informel ont su opérer une révolution silencieuse là où la révolution terroriste du Sentier lumineux avait échoué, - ce qui est doublement positif. Dans cette perspective, il est devenu l’espoir des partisans d’un développement alternatif et son rôle dans les dynamiques macro-économique et sociale a été réévalué. Plutôt que ses effets destructurants, c’est sa complémentarité avec les mécanismes formels qui est désormais mise en exergue, ce qui modifie sensiblement l’approche des problèmes. L’analyse des différentes formes de la tontine, qui constitue un système bancaire informel, est ainsi l’occasion de réfléchir sur leurs articulations avec les institutions financières formelles, pour mieux satisfaire les besoins divers de financement que connaît l’économie africaine. En tout état de cause, l’informel n’est plus interprété de façon univoque comme la

² Carton H., “Les marginaux informels ! préhistoriques ou postmodernes ?”, *Entwicklung / Développement*, n° 14, 1987.

³ De Soto H., *L’autre sentier : La révolution informelle dans le tiers monde*, Paris : La Découverte, 1994.

manifestation et le vecteur de la reproduction du sous-développement ; il est crédité d'une capacité à répondre aux problèmes de pauvreté persistants.

L'équation "formel = inertie", qui tend à valoriser l'informel comme flexible et dynamique, fait également évoluer le débat. Les connotations initialement négatives du terme s'estompent, l'informel n'est plus le lot des seuls exclus, comme en témoigne la langue des médias quand elle qualifie certaines rencontres des grands de ce monde de "sommets informels". Il convient par ailleurs de préserver les liens informels dont la disparition affecterait la démocratie, qui a besoin d'eux pour conserver sa vitalité, constate le politologue Robert David Putnam⁴. L'informel n'est plus seulement hors la loi, il peut devenir source de droit : l'analyse de la jurisprudence de la Cour européenne montre qu'un accord informel crée tout autant de droits et d'obligations ayant une valeur contraignante qu'un accord formel⁵. L'action des grandes ONG, en consacrant l'irruption de la société civile sur la scène internationale, contribue aussi à accréditer l'idée que l'élaboration des régulations mondiales peut passer par des canaux autres que les institutions établies ; là encore l'informel est valorisé.

La lecture de l'informel devient donc moins idéologique et normative. Opérant à rebours des réglementations lourdes et/ou rigides, l'informel est interprété comme une forme spontanée de régulation sociale. On démontre par exemple que la symbiose entre les configurations formelles et informelles de l'entrepreneuriat dans les domaines de la culture permet la survie de ce secteur⁶. On souligne que, sous la pression des programmes d'ajustement structurel, l'informel se substitue de plus en plus fréquemment au secteur public dans le domaine social, en agissant comme un amortisseur, et que cela n'est plus le propre des pays en développement⁷. Enfin, il est montré que l'informel ne nuit pas forcément au formel : concernant par exemple les institutions de sécurité, les échanges informels entre services peuvent améliorer leurs performances et contribuer finalement au bon fonctionnement de l'institution⁸.

⁴ Putnam R.D., "Le déclin du capital social aux Etats-Unis", *Lien social et politiques-RIAC*, n° 41, 1999, pp.13-22

⁵ Klabbers J., "Informal instruments before the European Court of Justice", *Common Market Law Review*, vol.31, n°5, octobre 1994, pp. 997-1023.

⁶ Lazzarato M., *Formes contemporaines de l'économie informelle. Les passeurs de cultures*, <http://www.revue-chimeres.org/recher/passeurs.pdf>

⁷ Defourny J., "L'associatif au carrefour des économies formelle et informelle", *Recherches sociologiques*, vol. 25, n°3, 1994, pp. 109-127.

⁸ Thoenig J-C., "La gestion systémique de la sécurité publique", *Revue française de sociologie*, XXXV, 1994, pp. 357-392.

Revers de cette “normalisation” de l’informel : plus les champs auxquels s’applique cette notion s’étendent, plus le scepticisme s’accroît quant à ses vertus heuristiques. Les analyses montrant la porosité des frontières entre formel et informel conduisent à réfuter la pertinence du dualisme formel-informel et à chercher des modèles descriptifs plus complexes⁹. L’informel est stigmatisé comme catégorie “fourre-tout”. Et de fait, l’absence de définition lui est en quelque sorte consubstantielle : la porosité des frontières qui vient d’être mentionnée est l’un des principes moteurs du fonctionnement de l’informel, qui joue sur le franchissement de ces bornes mouvantes. Définir cet objet est donc antinomique avec l’objet lui-même.

Le panoplie des synonymes utilisés ne fait qu’en souligner l’ambiguïté : parmi les expressions associées à l’économie informelle, l’“économie souterraine” convoque une idée de dissimulation qui n’est pas nécessairement associée à “l’économie parallèle”. Les antonymes n’aident guère davantage à circonscrire l’objet : si l’informel s’oppose au légal, ce peut être en tant qu’illégal, extra-légal ou marginal, ce qui implique des registres différents. De façon générale, sa légalité et sa légitimité (sociale et/ou fonctionnelle) sont variables, ce dont prennent acte les chercheurs qui distinguent les corruptions blanche, grise et noire¹⁰.

En tout état de cause, l’informel “n’est pas un secteur mais une dimension du processus de changement socio-culturel”¹¹ et, selon les contextes nationaux, il recouvre des réalités économiques et culturelles différentes, ne serait-ce que parce que la part faite aux processus d’institutionnalisation varie d’un pays à l’autre.

Bien que toutes ces difficultés rendent le comparatisme problématique, c’est pourtant à une tentative de cet ordre que nous nous livrerons ici. Les mutations récentes dans les pays de l’ancien bloc communiste versent en effet de nouveaux éléments au débat car ils offrent de nouvelles configurations du rapport entre formel et informel : on peut y observer l’effort de substitution d’un mode de régulation formelle à un autre (le marché étant appelé à remplacer le plan), assister à la mutation de savoir-faire informels,

⁹ Godard M., Hersovici A., “L’informel ou la cristallisation d’un nouveau Tiers : les associations du domaine socio-sanitaire en Belgique francophone”, *Lien social et politiques-RIAC*, vol.32, automne. 1994, pp. 67-86. Les auteurs proposent de distinguer les pôles domestique, étatique, marchand et associatif.

¹⁰ Heidenheimer A., Johnston M., et Levine V. (dir.). *Political corruption: a Handbook*. New Brunswick: Transaction Books, 1989 ; Rocca J. L., *La corruption*. Paris : Syros, 1993, pp. 18-20

¹¹ “Economie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique”, *Cahiers du CEDAF*, n°3-4, 1992, p.4

suscités initialement pour s'adapter et/ou contrecarrer le système planifié, réinvestis pour atténuer les effets de la libéralisation économique ou, au contraire, en recueillir les fruits. De plus, le mode de fonctionnement dont ces pays ont hérité, comme les modalités concrètes de la transition, suscitent une symbiose particulière du politique et de l'économique, avec des effets croisés remarquables.

Soit l'exemple des nouveaux Länder allemands : le transfert dans ces régions des principales institutions formelles d'Allemagne de l'Ouest y a certes largement limité la croissance du secteur informel, mais la comparaison avec d'autres pays de la zone, comme la Pologne voisine, montre aussi que les créations de nouvelles entreprises y ont été moins nombreuses, ceci n'étant sans doute pas sans rapport avec cela, et ne manquant pas d'avoir des incidences sur l'emploi¹². Or, en perturbant gravement le marché du travail, les changements affectent également la perception des vertus démocratiques, comme le montre l'évolution des choix électoraux. Les phénomènes de la transition à l'Est mettent clairement à l'épreuve le couple démocratie-marché, suite à des excès aussi bien de formel que d'informel.

Or la vision du devenir post-soviétique a été d'emblée très idéologisée, beaucoup ont postulé un lien réciproque entre démocratie politique et démocratie économique, et tablé sur l'interactivité des processus de démocratisation économique et politique pour enclencher le cercle vertueux de la transition. A rebours de cette projection, quelques années plus tard, à travers notamment les rapports de *Transparency International*, la Russie apparaît comme l'un des pays les plus corrompus qui soient¹³ et la non-conformité de son évolution avec les attentes initiales est généralement expliquée par le fait que la transition aurait été gangrenée par une extension démesurée des pratiques informelles, imputables, selon les auteurs, aux maladroites politiques de ses promoteurs ou à l'héritage (*path dependence*).

Nous nous proposons donc d'observer ce qu'il en est concrètement de cet "informel russe". Quelles fonctions ont rempli, aux différentes étapes des processus de transition, les pratiques informelles ? Quel est leur impact non seulement sur la mise en place de nouvelles institutions mais aussi sur la socialisation au nouveau code libéral ?

¹² Nivet J-F., "Les restructurations dans les nouveaux länder : un éclairage venant de l'Est", *Revue d'études comparatives est-ouest*, vol.33, n°2, juin 2002, pp.115-136.

¹³ En octobre 2005, la Russie est passée de la 90^{ème} à la 128^{ème} position au classement de perception de la corruption établi par *Transparency International*. Rappelons que ce palmarès annuel est controversé, notamment pour des raisons méthodologiques (recours à l'analyse réputationnelle).

Quelles sont les voies possibles et/ou nécessaires de cette institutionnalisation ? Quelle peut en être la finalité ? Pour répondre à ces questions, nous nous appuyerons essentiellement sur les considérations des analystes russes : nous exposerons les modèles d'interprétation explicites qu'ils proposent en tant que membres de la communauté académique ; nous nous efforcerons aussi de comprendre quelle vision subjective sous-tend les discours que véhiculent les acteurs sociaux qu'ils sont également¹⁴.

L'informel dont il sera ici question est particulièrement étendu : il incorpore aussi bien les agissements de ceux qui ne font pas ce qu'ils devraient faire (cas de l'évasion fiscale) que de ceux qui font ce que l'on ne doit pas faire (cas de la contrebande), de ceux qui payent pour que ce qui doit être fait soit fait (cas des "enveloppes" au médecin) que de ceux qui payent pour que ne soit pas fait ce qui doit être fait (le pot-de-vin à l'agent de la circulation pour qu'il ne verbalise pas) ! Pour circonscrire néanmoins un peu les interactions qui nourriront les considérations à venir, disons qu'elles concernent des pratiques impliquant la circulation d'objets de natures diverses (offre de soin ou autorisations administratives, places dans des établissements scolaires, au cimetière ou sur la liste électorale d'un parti) selon des modalités non conformes aux procédures réglementaires. C'est mélanger du politique, de l'économique, au micro-social de la vie quotidienne. Parti pris sans doute suspect que nous justifions en rappelant que le terme d'informel désigne à la fois un régime économique particulier (l'économie informelle par opposition à l'économie légale) et un registre de sociabilité (les relations informelles par opposition aux conventionnelles), polysémie qui n'est pas sans impact sur la perception et le fonctionnement des pratiques en question.

¹⁴ Les références des discours ainsi rapportés le seront selon un principe mixte : elles seront données en caractères cyrilliques, afin de simplifier le travail des lecteurs russisants ; seuls les titres des travaux mentionnés seront traduits.

L'imaginaire sollicité

On ne peut guère parler d'un véritable débat sur les pratiques informelles dans l'espace public russe. Non qu'elles soient occultées, au contraire ; tout un chacun va disant qu'elles sont omniprésentes. Mais les discours suscités par leur généralisation proclamée sont plus émotionnels qu'argumentés. Ce caractère émotionnel s'explique notamment par l'ambivalence du terme d'"informel". C'est un euphémisme, une façon douce de dire les choses, de désigner les agissements "non conformes au droit". Mais c'est aussi une litote, l'antonyme d'un mot qui comporte une connotation négative : est formel, dit le dictionnaire russe, non seulement ce qui est "adopté de façon légale", mais aussi ce qui ne fait que respecter les formes, ce qui existe seulement pour la forme, et qui a pour synonyme dans ce sens les termes "bureaucratique, formaliste" ; dans cette opposition, l'informel devient un terme positif. Il n'est donc pas étonnant que l'informel favorise les représentations imaginaires les plus extrêmes, des plus généreuses aux plus machiavéliques. Partant de la généralisation de l'informel en Russie, certains enfourchent le thème de sa criminalisation tous azimuts, tandis que d'autres exaltent la capacité russe à l'auto-organisation, aux échanges chaleureux.

Cette remarque s'applique aussi au milieu académique. Ainsi l'un des premiers ouvrages consacrés à l'analyse et la quantification de ces pratiques a-t-il adopté pour titre l'une des appellations négatives du phénomène, "l'économie de l'ombre"¹⁵, expression qui convoque le registre de l'obscur, voire d'un obscurantisme opposé aux Lumières libérales. Les commentaires que font les auteurs des résultats d'enquêtes qu'ils exposent dans cette étude sont effectivement le plus souvent normatifs, stigmatisant les acteurs russes. Inversement, le Centre de recherches indépendantes en sciences sociales de Saint-Pétersbourg¹⁶ a consacré à l'informel un travail collectif¹⁷ qui fait montre d'un esprit

¹⁵ Клямкин И.М., Тимофеев Л.М., *Теневая Россия: Экономико-социологическое исследование*. М.: Российский Государственный гуманитарный университет, 2000. Traduction française : Kliamkine I., Timofeef L., *La Russie de l'ombre*, Paris : Presses de la cité, 2003.

¹⁶ Centre animé par Viktor Voronkov (ЦНСИ) ; Cf. son site <http://www.indepsocres.spb.ru>

¹⁷ *Неформальная экономика в постсоветском пространстве: Проблемы исследования и регулирования*, (L'économie informelle dans l'espace post-soviétique, son analyse et sa régulation), Под ред. И.Олимпиевой и О.Паченкова. СПб: ЦНСИ, 2003.

volontiers provocateur : pourquoi, est-il demandé dans l'introduction, considérer comme un problème social des pratiques qui arrangent tout le monde ?

Toujours est-il que si les données chiffrées sur la corruption en Russie abondent¹⁸, les analyses des agissements concrets ne sont pas légion. On trouve dans les rayons des librairies plus de livres explorant l'univers carcéral que d'ouvrages tentant une plongée dans les modes de fonctionnement quotidiens. C'est d'ailleurs devenu un poncif que d'expliquer les pratiques sociales russes, notamment informelles, par la contamination des mœurs du Goulag, dont il convient de rappeler qu'elles ont été largement modelées par les prisonniers de droit commun. Un jeune chercheur, Anton Oleïnik (qui a par ailleurs travaillé sur l'économie informelle) a ainsi réalisé un ouvrage où il décrypte le fonctionnement actuel de la société et du politique en leur appliquant les modèles de comportement du monde des malfrats¹⁹.

Est-ce un effet du retour du refoulé, l'une des facettes de l'explosion mémorielle de la fin des années 1980, période à laquelle la société a découvert des pans entiers de l'histoire soviétique occultée ? Toujours est-il qu'il y a eu, à cette époque, une "mode des truands" qui s'est traduite par un engouement pour les "chansons de voleurs", l'irruption de leur argot dans la langue courante, et même une exaltation de leurs valeurs. Dans un temps où l'Etat était plus que jamais critiqué²⁰, souvent qualifié dans l'opinion publique de "Grand racketteur"²¹, la valorisation du monde criminel était d'autant plus facile que l'expression désignant en russe les caïds (*вор в законе* - *vor v zakone*, littéralement "voleurs dans la loi") implique l'idée de règle ; cette capacité "régulatrice" était indéniablement valorisée à l'heure où l'Etat se voyait déniée toute fonction de cet ordre. Le rôle des caïds dans l'arbitrage des conflits, nombreux dans le tourbillon de l'effondrement de l'URSS, était un topique de toute une littérature²². La foi dans la capacité de justice des gens du milieu est d'ailleurs attestée par les sondages : interrogés

¹⁸ L'intérêt de ces données est limité, du fait de nombreux problèmes méthodologiques.

¹⁹ Олейник А., *Тюремная субкультура в России: от повседневной жизни до государственной власти*, Москва: Инфра М, 2001. Edition française : Oleïnik Anton, *Criminalité organisée, prisons et sociétés post-soviétiques*, Paris : L'Harmattan, 2001.

²⁰ L'Etat a perdu toute légitimité, d'abord diabolisé comme totalitaire à l'époque de la perestroïka, puis accusé d'être "démissionnaire" à partir de 1992.

²¹ Cette expression atteste la généralisation des qualifications "criminelles" et démontre à quel point on était loin de la perception des impôts comme instrument de la redistribution.

²² Ce rôle est aussi attesté dans le film de P. Lounguine, "*Un nouveau Russe*", qui porte à l'écran un roman de Y. Doubov (*La grosse part*. Edition russe : Дубов Юлий, *Большая пайка*, М.Варриус, 1999).

sur les moyens de défendre leurs droits, un pourcentage non négligeable des ouvriers estimaient pouvoir trouver de l'aide auprès des truands²³.

Les modalités de l'enrichissement, fabuleux au sens étymologique du terme, de certains acteurs économiques au tournant des années 1990 ont également contribué aux discours mystificateurs. Les auteurs de "La Russie de l'ombre" soulignent que les mutations post-soviétiques ont sollicité l'imaginaire propre aux contes russes :

"La perestroïka et les réformes eltsiniennes, sorte d'abolition du servage, ont réveillé un instinct d'enrichissement instantané, comme dans les contes russes. Les Russes ont eu soudain la sensation de possibilités infinies : il suffisait de se glisser là où l'argent est facile."

Si les "nouveaux Russes" ont été objet de critique, ils ont aussi été inscrits dans la lignée des héros astucieux de la littérature russe et soviétique²⁴ et ont fait figure de "héros informels", tour à tour campés en combattants de la liberté contre le totalitarisme²⁵, hardis pionniers du libéralisme, "régulateurs" pragmatiques, palliant les carences de l'Etat.

Ces données bouleversent les représentations éthiques, modèlent l'opinion publique, et modifient le sens commun, suscitant des comportements supposés appropriés. Une fois la société considérée comme un système de prébende et/ou de faveur, le bon sens veut que l'on agisse en conséquence et que l'on adopte des stratégies de contournement des règles, puisque tout le monde se dit persuadé que telle est désormais la norme de comportement.

²³ Les travailleurs ne font guère confiance aux règles formelles pour les défendre. Un petit tiers d'entre eux (29%) croient à leur efficacité, un grand tiers (38%) valorisant une association d'informel et de formel, en fonction des circonstances,... 14% croient à l'efficacité de contacts dans le milieu mafieux et presque autant (15%) misent sur les liens informels avec l'employeur, soit presque un tiers "pour" l'informel. Барсукова С., "Страсти по новому Трудовому кодексу" (Passions autour du nouveau Code du travail), *Мир России*, n° 1, 2001.

²⁴ Le nom d'Ostap Bender, escroc-héros des romans d'Ilf et Pétrov, est un argument de vente : il apparaît aussi bien dans des slogans publicitaires que sur les enseignes de magasins.

²⁵ C'est l'image qui est maintenant souvent associée aux aventureux créateurs d'ateliers clandestins à l'époque soviétique (цеховики).

L'éventail des opinions

Comment s'articulent les représentations de ces pratiques informelles réputées générales ? On trouve à un pôle leur présentation comme utilitaristes et/ou archaïques, à l'autre l'idée qu'elles témoignent d'inventivité et/ou attestent un attachement au lien social.

Le regard normatif sur les pratiques informelles est plutôt le fait de sociologues qui ont traversé la période soviétique en refusant l'instrumentalisation de leur savoir par le pouvoir. Tel est le cas de Boris Dubin et de Lev Gudkov, qui considèrent les pratiques informelles comme "archaïques"²⁶ ; ce sont des proches de Youri Levada, une figure emblématique de cette résistance à l'analyse des faits sociaux régentée par l'Etat²⁷. C'est également le cas de Rosalina Ryvkina, qui constate, catastrophée, la généralisation des pratiques informelles, forgeant pour en rendre compte un néologisme que l'on pourrait traduire par "obscurantisation" de la société (*tienievizatsia -теневизация*) ; cette chercheuse appartient à l'équipe qui, autour de Tatiana Zaslavkaïa, s'intéressa avant la perestroïka aux évolutions réellement à l'œuvre dans la société²⁸. C'est encore le cas d'Oleg Yanitskii qui a fait un procès impitoyable des pratiques informelles dans son compte-rendu de l'ouvrage "La Russie de l'ombre"²⁹ ; ce sociologue, spécialiste des mouvements écologistes, fut membre de l'équipe constituée autour d'Alain Touraine pour étudier les nouveaux acteurs sociaux à la fin de la perestroïka³⁰.

Il peut paraître étonnant que le regard normatif vienne justement de sociologues réfractaires aux "normes" du pouvoir soviétique. On peut en fait comprendre que la

²⁶ Гудков Л., Дубин Б., "Нужные знакомства : особенности социальной организации в условиях институциональных дефицитов" ("Avoir des relations" : particularités de l'organisation sociale dans le contexte d'une pénurie d'offre de services institutionnels), *Мониторинг общественного мнения*, 2002, n° 3, pp.24-39.

²⁷ Son esprit frondeur lui aura valu d'être mis à l'écart, à l'époque post-soviétique comme pendant la période soviétique, puisque son éviction de la direction du Centre d'étude de l'opinion publique (VCIOM) est généralement interprétée comme une brimade suscitée par ses commentaires relativisant la popularité de V. Poutine.

²⁸ Figure emblématique d'une sociologie "critique" -dans les limites du possible-, elle quitte Akademgorodok (à Novosibirsk,) où elle menait ses recherches loin du regard du pouvoir au début de la perestroïka et joue un rôle important dans la réflexion qui agite le monde académique des sciences sociales dans la deuxième moitié des années 1980.

²⁹ Яницкий О.Н., "Теневые отношения в современной России" (Les relations informelles dans la Russie actuelle), ecsocman.edu.ru/images/pubs/2005/04/27/0000209908/019Yanitskij.pdf.

³⁰ Le fruit de cette étude est exposé dans le livre : Bérélowitch A., Wieviorka M., *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, Paris : Le Seuil, 1996.

trajectoire de personnes qui se sont montrées attachées à la probité intellectuelle, à une époque où la compromission était plutôt de mise, ne les prédispose guère à accepter la généralisation d'attitudes pour le moins peu regardantes sur les normes. S'étant mobilisés au début de la perestroïka pour l'avènement d'un Etat de droit, ils s'insurgent aujourd'hui contre le processus de "dissémination, pénétration, infiltration des rapports informels dans de plus en plus d'institutions"³¹: leur émoi est à la mesure de leurs attentes initiales.

Le "normatif" s'exprime d'ailleurs le plus souvent, non dans les termes de la morale, mais dans ceux de la modernité. Les pratiques informelles sont qualifiées par eux d'"adaptation régressive", elles sont interprétées comme la survivance des archaïsmes hérités d'un monde pré-moderne, illustrant le caractère inachevé du processus d'institutionnalisation des relations sociales.

Concernant cette question de la modernité, Anton Oleïnik³², chercheur d'une autre génération, est plus nuancé. Postulant que "plus les normes sont ambivalentes, moins une société est moderne", il parle pour la Russie d'une "modernisation inachevée", qu'il caractérise par une absence de frontière entre les sphères (politique-économique, privé-public, législatif-exécutif), une personnalisation des rapports et le caractère duel des normes. Autant de caractéristiques qui font effectivement le lit de l'informel.

A l'autre pôle, les pratiques informelles sont valorisées comme un mode de résistance. Notons que ce discours n'émane pas de thuriféraires du système soviétique, prônant la révolte contre les mutations politiques et économiques. Cette opinion est en effet abondamment représentée sur le site de l'Institut de sociologie économique de l'Ecole supérieure d'économie, qui n'est pas précisément un bastion de résistance aux réformes libérales³³. En voici une formulation, empruntée à un cours sur l'économie informelle dispensé aux "managers" au sein de cette Ecole :

"De Soto³⁴ a mis en doute la pertinence de la connotation négative attachée à l'économie informelle, à la suite de Hart qui avait mis en évidence le fait que l'informel pouvait être une réaction au

³¹ Гудков Л., Дубин Б., *op.cit.*

³² Cf. note 19

³³ Cet Institut est dirigé par Vadim Radaev. Le parcours de ce chercheur (qui a fréquenté les écoles d'été de Manchester, à destination de jeunes chercheurs russes. Cf. note 38) illustre les transformations du champ des sciences sociales dans la période de la perestroïka. Après un cursus d'économie, il soutient un doctorat en 1986, soit au tout début de la perestroïka. Il raconte comment ensuite, en associant divers outils méthodologiques hétéroclites, il a analysé les mutations à l'œuvre dans la gestion de l'économie russe, et comment on l'a laissé organiser fin 1991 un secteur de sociologie économique au sein de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences.

³⁴ De Soto H. (cf. note 3) est une référence fréquente pour les chercheurs russes qui ont une approche non normative de l'informel.

caractère corrompu de l'économie légale. Si seule une élite privilégiée est admise dans l'économie légale, le peuple répond par une multiplication des entreprises informelles. Il n'y a donc pas de réponse univoque à la question de savoir si le secteur informel est bon ou mauvais”.

L'argumentation développée explique l'émergence de ce point de vue au sein d'une institution qui a pour objectif de former de nouveaux entrepreneurs. On sait que ceux-ci ont une image négative des oligarques qui ont faussé les règles du marché, usant de leur réseau pour capter les ressources et bloquer la concurrence. Puisque l'économie légale fonctionne selon des règles injustes, instaurées sous l'influence d'une “élite privilégiée”, le non respect des règles se trouve légitimé, ainsi que le secteur informel qui “en dépit de son impact négatif sur l'efficacité de la production” devrait être désigné non comme économie de l'ombre mais comme “économie de la liberté”.³⁵

L'informel est ainsi justifié par le fait que l'économie de marché russe n'est pas conforme aux canons du libéralisme. Au terme de ce raisonnement, contrairement à la lecture qui en fait une réaction archaïque, reproduction de pratiques antérieures, il apparaît comme une résistance libérale, nullement soviétique.

Autre considération qui suspend le jugement moral sur les pratiques informelles : la reprise d'un vieux poncif qui veut qu'en Russie elles favorisent non seulement le contournement de la loi mais également une application de la vraie justice³⁶. L'informel est alors envisagé comme un mécanisme de réponse aux insuffisances de l'institutionnalisation de cette justice. Les pots-de-vin sont supposés permettre d'échapper tant à la rigueur des lois qu'à leur rigidité ; ils contribuent à gommer leur caractère dépassé en “acquérant” leur “interprétation”. Dans cette lecture, l'archaïsme est du côté de l'institution. Aussi bien certains analystes réfutent-ils la catégorie d'économie informelle comme étant une catégorie du pouvoir, lui déniait par là-même toute scientificité.

Cette approche pragmatique est partagée, avec des présupposés différents, par l'équipe animée par Theodor Shanin, chercheur d'origine soviétique mais de nationalité britannique, qui a été un “passeur” important dans le champ des sciences sociales post-soviétiques³⁷. Dans le cadre de recherches sur la campagne russe et son adaptation aux

³⁵ Завельский М.Г., “Теневая экономика и трансформационные процессы” (Economie de l'ombre et mutations), <http://management.edu.ru/db/msg/47944.html>

³⁶ Cette vision est attestée notamment chez A. Leroy-Beaulieu dans *L'empire des tsars et les Russes* (Paris : Bouquins, 1990 ; édition originale de 1884)

³⁷ Né à Vilno en 1930, il émigre en Israël en 1948, puis se fixe à Birmingham à la fin des années 1960, où il entame sa carrière de chercheur. Il a organisé, en collaboration avec T. Zaslavskaja, à Manchester au cours des années 1989 – 1991, des séminaires destinés à de jeunes sociologues russes. En 1995, il crée à

mutations économiques³⁸, cette équipe a travaillé sur la thématique de l'informel, en envisageant ses rapports avec le formel de façon complexe. L'un de ses auteurs de référence est Tchaïanov³⁹, économiste éliminé dans les années noires du stalinisme : refusant les jeux d'oppositions simplistes, il s'était appliqué à expliquer la rationalité des exploitations paysannes par delà les grilles d'un marxisme dogmatique, ce qui lui fut fatal. Attitude de principe qui est aussi celle de T. Shanin qui, réfutant la pertinence de l'opposition entre formel et informel, adopte le terme d' "expolaire" pour qualifier les agissements qui se situent aux marges des logiques tant réglementaires qu'économiques.

Une fois campée la toile de fond des discours, force est de constater que la répartition des rôles n'est pas forcément conforme à ce que véhiculent les clichés usuels sur la Russie actuelle. Dans une analyse où il confronte les différentes lectures de l'informel aux visions diverses de la transition⁴⁰, le chercheur américain Michael Burawoy montre bien le caractère idéologisé des premières. Ainsi les tenants du modèle totalitaire ignorent-ils l'informel, car pour eux rien n'existe en dehors de l'Etat (la "société" n'existe ni chez R.Pipes, ni chez M.Malia, rappelle M.Burawoy). Pour les néo-libéraux, l'économie de l'ombre est une résistance, une "obstruction", une séquelle soviétique qu'il convient d'éradiquer pour permettre l'épanouissement du nouveau système. Pour les "gradualistes", tel J.Stiglitz⁴¹, un changement progressif permettra de semer les graines de l'économie libérale sans détruire l'héritage : l'informel étant à leurs yeux une sorte de proto-capitalisme, ils sont favorables à une collaboration entre économie formelle et informelle, chacune reconfigurant l'autre ; ils déplorent la thérapie de choc, qui détruit tous les modes de cohabitation existants. Inversement, la devise des néo-libéraux pourrait se résumer ainsi : "Pire c'est, mieux c'est". Comprenons : seule la table rase permet de jeter les fondements d'une économie libérale.

Moscou l'Ecole supérieure de sciences sociales et économiques (site <http://www.msses.ru>) avec, à côté de la structure d'enseignement, un centre de recherches en sciences sociales interdisciplinaire *Intercentr*. Il est l'un des organisateurs des symposiums qui depuis 1994 réunissent annuellement les chercheurs en sciences sociales et donnent lieu à la série de publications *Où va la Russie ?*.

³⁸ Trois grandes enquêtes ont été menées entre 1991 et 2001.

³⁹ Spécialiste de la paysannerie russe, T. Shanin a beaucoup contribué à sa réhabilitation. En 1988, il a fait à Moscou, devant l'Académie des sciences agricoles (*ВАСХНИЛ*), un exposé qui lui était consacré, le premier depuis soixante ans, dans lequel il soulignait l'apport de Čaïanov à la pensée économique russe.

⁴⁰ Буравой М., "К теории экономической инволюции" (Pour une théorie de l'involution), in *Неформальная экономика: Россия и мир, op.cit.*

⁴¹ J.Stiglitz, prix Nobel d'économie, est l'un des économistes qui prennent leurs distances par rapport au dogme ultra-libéral lorsqu'ils commentent les réformes post-soviétiques.

Tels sont les grands axes des représentations de l'informel. Examinons comment se déploient les divers arguments lorsque sont analysées les mutations concrètement intervenues sur le territoire russe au cours des quinze dernières années.

PRATIQUES INFORMELLES ET MARCHÉ

Les pratiques informelles, vecteur de la transition

Le rôle des réseaux informels dans l'avènement en Russie d'une économie non centralisée, avant même le lancement officiel des réformes de marché, est bien connu. La mutation des activistes des jeunesses communistes en jeunes loups du business a été souvent racontée : certains ont transformé les infrastructures des komsomols en "structures" lucratives (salons vidéo, agences de voyage, etc.) ; d'autres ont fait main basse sur la trésorerie de divers organismes d'Etat pour créer des banques "indépendantes"⁴² ; d'autres encore ont pratiqué "l'accumulation primitive du capital" en accédant, grâce à des réseaux de relations informelles, à des ressources étatiques, qu'ils payaient au prix courant et revendaient avec une énorme marge de bénéfice sur les marchés de gros qui commençaient à s'organiser à la fin des années 1980. Dans un registre non spéculatif, mentionnons aussi des entreprises, plus discrètes, créées par des professionnels convaincus, qui ont mis à profit leur appartenance au PCUS et leur connaissance des réseaux de communication horizontale entre les divers secteurs étatiques : ils ont constitué pendant la perestroïka des coopératives de consultants, voire des pools de recherche qui ont été porteurs d'innovation ; certaines de ces entreprises ont survécu, d'autres non. Ces initiatives diverses se distinguent par leur degré de légalité et de légitimité, mais toutes démontrent que sans l'injection de ces réseaux et savoir-faire

⁴² Pour la description de ces processus, voir Désert M., Favarel G., dir., "Les capitalistes russes", *Problèmes politiques et sociaux*, n° 789, 1997.

informels⁴³, il aurait probablement été plus difficile de donner corps aux objectifs des réformes économiques.

L'idée qu'il était impossible de dynamiser le système sans recourir à l'informel, voire au "criminel"⁴⁴, était si forte à la fin des années 1980 que beaucoup des intellectuels libéraux faisaient leur le principe déjà "validé" par Deng Xiaoping en Chine : "Peu importe que le chat soit noir ou blanc, pourvu qu'il attrape les souris". Ce qui donnait dans leurs discours : peu importe que les coopératives (puis les privatisations) servent à blanchir de l'argent sale, l'essentiel est d'injecter une masse critique de capitaux privés dans l'économie, pour la transformer sans possibilité de retour en arrière. Et de fait, imprimer un caractère "irréversible" aux réformes était l'une des obsessions constantes des années de la perestroïka. Rappelons que cette période fut marquée par la redécouverte de l'histoire nationale, et celle de la NEP, - épisode libéral qui avait mal fini pour bon nombre de ceux qui l'avaient pris au sérieux-, alimentait la peur d'un bégayement de l'Histoire⁴⁵. L'idée que la fin justifiait les moyens contribuait donc à banaliser l'informel.

La légitimité des pratiques informelles, fonctionnelles au regard du marché, était par ailleurs renforcée par le rôle stabilisateur qu'elles ont joué pendant la phase initiale des réformes. Elles ont en effet permis de survivre non seulement à la société qui a pu en amortir le choc grâce au système de la débrouille informelle, mais également aux agents économiques qui, une fois l'appareil étatique démantelé, n'avaient plus d'autres instruments de régulation et d'arbitrage entre eux que ceux de l'informel (rappelons le rôle d'arbitre des milieux mafieux, déjà mentionné).

Les pratiques informelles sont donc innocentées au nom de leur contribution aussi bien à l'impulsion des nouveaux usages économiques qu'à la survie de la population. Si l'on admet l'idée que, ce faisant, les relations informelles accompagnent, voire assurent, un passage "non révolutionnaire" vers l'économie libérale, elles s'avèrent plus performantes que la politique volontariste adoptée par le pouvoir eltsinien, qui lui a valu le

⁴³ Леденева А., "Блат и рынок: трансформация блата в постсоветском обществе" (Relations personnelles et marché : transformations dans la société post-soviétique), in *Неформальная экономика: Россия и мир, op.cit.*

⁴⁴ Le terme russe "criminel" (*криминальный*) ne couvre pas le même champ lexical que son équivalent français : mieux vaut le traduire par "mafieux".

⁴⁵ Sur le thème de l'Histoire bégayante, voir Désert M., "Des excès de l'histoire à l'excès d'histoire", in *De Russie et d'ailleurs*, Mélanges Marc Ferro, Paris : IES, 1995, pp. 117-185.

qualificatif infamant de néo-bolchevik⁴⁶ et à laquelle sont imputées bien des difficultés ultérieures. La méconnaissance (ou l'ignorance délibérée), par les décideurs politiques, des pratiques réelles d'échange en URSS⁴⁷ aurait suscité l'adoption de mesures inadéquates qui, au lieu d'accompagner l'extinction de la force d'inertie institutionnelle, lui ont donné une nouvelle impulsion. Autrement dit l'adoption d'une variante volontariste de transition aurait accentué les crispations et le refuge dans l'informel.

Au final, du moins à cette phase initiale des mutations, les pratiques informelles ont non seulement été innocentées comme réaction de légitime défense face à l'incompétence des autorités politiques, mais également valorisées comme vrai moteur de la transition.

Pourtant cette légitimation, par la transition, ne peut être que ...transitoire : le rôle d'auxiliaire des mutations joué par les relations informelles suppose qu'elles cèdent à terme la priorité aux règles formelles. La prééminence, par trop durable, de l'informel explique que la deuxième grande vague des privatisations, - celle qui commence avec les "prêts contre actions" de 1995 et qui va être à l'origine de la caractérisation du système post-soviétique comme "oligarchie"⁴⁸-, soit désignée comme corruption plutôt que comme pratique informelle, y compris par des analystes qui avaient pourtant valorisé l'informel pour le rôle qu'il avait joué dans la première phase⁴⁹.

De facteur de stabilisation, les pratiques informelles sont déclarées destructrices pour l'Etat et contre-performantes. Une fois franchi un certain seuil, les analystes sont portés à comparer le devenir institutionnel et économique de la Russie non plus avec ce qu'était le système soviétique, mais avec ce que sont devenus les anciens pays frères de l'Europe centrale et orientale. Leurs performances économiques, supérieures à celles de la Russie, transforment l'image des pratiques informelles, supposées plus répandues ici que là, qui sont vues finalement comme dommageables, du moins au regard des indicateurs macro-économiques.

⁴⁶ Rappelons cette autre stigmatisation des réformes : avoir asséné "le choc sans la thérapie", au lieu de la "thérapie de choc".

⁴⁷ Les relectures de l'économie planifiée à partir de la fin des années 1980 soulignent la logique de marché qui y était déjà à l'œuvre et son caractère pluriel (*многоукладность*).

⁴⁸ Face à la menace d'un succès communiste à l'élection présidentielle de 1996, quelques grands acteurs économiques, bientôt qualifiés d'oligarques, prêtent à l'équipe au pouvoir, afin de financer une efficace campagne électorale nourrie des savoir-faire de la propagande d'hier et d'aujourd'hui, des sommes importantes gagées sur les actions des fleurons non encore privatisés du parc industriel russe.

⁴⁹ Леденева А., "Блат и рынок", *op.cit.*

L'informel contraire au libéral

La persistance des pratiques informelles susciterait des phénomènes non conformes au modèle libéral. Tout d'abord en neutralisant la concurrence : les relations informelles entretenues avec les autorités politiques⁵⁰ sont mobilisées par certains acteurs économiques non seulement pour s'emparer de marchés, mais également pour éliminer des concurrents. Elles servent à obtenir aussi bien des traitements de faveur que des contrôles, notamment fiscaux ou de sécurité, ciblés sur les concurrents, afin de les éliminer. Il est donc fallacieux de croire que l'informel contribue à créer un "marché ouvert" car dans un contexte de non- respect des règles, la protection des entrepreneurs passe par les réseaux "locaux" (mafieux et politiques) qui ont pour effet de limiter l'accès au marché en faisant barrière aux nouveaux entrants. Le nombre des acteurs du marché est ainsi réduit, au détriment de la concurrence et des consommateurs.

Ce qui s'instaure finalement, constatent bon nombre d'analystes russes, ce n'est pas un marché libre, mais des "bazars" locaux, coupés les uns des autres, le marché n'étant pas en mesure de jouer le rôle de "lien" que lui confère en principe le modèle libéral. Certains chercheurs esquissent même un scénario "catastrophe", avec une fragmentation de l'espace économique, qui se décompose (dans tous les sens du terme) en une multitude de micro-groupes sans liens les uns avec les autres, sans logique globale.

Le principe de la propriété, lui aussi fondamental dans la logique capitaliste, est neutralisé par le système des "protecteurs" (*Krycha - Крыша*). Les différents systèmes de protection informelle (aussi bien politique que mafieuse) auxquels ont recours les entrepreneurs pour se prémunir tout autant de l'incertitude juridique que de l'insécurité, encadrent finalement l'usage de la propriété ; les protecteurs se réservent le *jus possendi* et ne délèguent aux agents économiques que le *jus utendi*, dans une logique plus proche du système féodal que du système libéral. Soit un informel qui a des effets archaïsants.

Ces deux entorses fondamentales permettent de comprendre l'affirmation selon laquelle le caractère anti-capitaliste de l'économie de la transition serait la meilleure façon de discréditer le marché. Son mode de fonctionnement en Russie assurerait une

⁵⁰ Dorénavant, il s'agit plus souvent des autorités régionales que des autorités fédérales.

reproduction des rapports de pouvoir, avec une suprématie de la logique politique sur la logique économique, parfaitement contraire au libéralisme. Bref, la persistance des pratiques informelles engendrerait une modalité de transition auto-destructrice. On pourrait dire, en parodiant la blague soviétique sur l'horizon communiste : plus on avance vers le marché, plus il s'éloigne.

La formalisation en marche

A ces visions apocalyptiques s'opposent des scénarios plus optimistes qui postulent que réalité économique et cadre institutionnel finissent par s'adapter l'un à l'autre, à un coût économique et social plus ou moins élevé. En d'autres termes, l'informel deviendrait formel. Ce scénario est d'autant plus réaliste qu'il s'est déjà vérifié lorsqu'une partie de l'économie informelle de l'époque soviétique s'est retrouvée en position de "pionnière" de l'économie libérale au début des mutations. Il est essentiellement le fait des néo-institutionnalistes.

Il est intéressant à cet égard d'examiner le devenir du couple marché-démocratie. Alors qu'au début de la transition, et contrairement à la vision idéale voulant que marché et démocratie aillent de pair, les acteurs économiques se jouaient ouvertement des règles de droit formelles, certains d'entre eux ont au fil du temps formulé une "demande de droit". Après s'être approprié les principaux fleurons de l'économie russe, les "oligarques", jusqu'ici servis par une absence de protection des droits de propriété qui favorisait les acquisitions, parfois douteuses⁵¹, ont éprouvé le besoin de règles pour protéger leurs acquis. Ils ont alors redécouvert la nécessité de mettre un terme à la guerre de tous contre tous, d'institutionnaliser leurs rapports. Le système des "protecteurs", élément d'une institutionnalisation primitive, ne suffisait plus dès lors qu'ils souhaitaient faire leur entrée sur les marchés internationaux : il leur fallait arborer des blasons plus réglementaires. La légalisation de l'économie avait donc pour eux un intérêt d'ordre à la fois défensif (protection de leur patrimoine) et offensif (conquête du marché occidental). Toujours est-il que les grands acteurs économiques ne furent pas les derniers à saluer l'accession au pouvoir de V. Poutine, et l'on a pu lire dans la presse au début de l'année

⁵¹ Signalons notamment un usage particulier des procédures de mise en faillite.

2000 des textes signés de personnages, à la réputation pourtant sulfureuse⁵², expliquant qu'il était bon que "la dictature de la loi" se substitue au droit du plus fort.

Les modalités de l'institutionnalisation ne sont cependant pas sans poser problème. S'il est vrai que les interactions informelles, systématisées, produisent des normes qui instaurent une sorte de droit coutumier régissant les transactions ultérieures, faut-il pour autant les légaliser ?

Deux schémas principaux, développés par des analystes de "sensibilités" très différentes, rendent compte de l'institutionnalisation du système informel. Certains, tel O.Yanickii (dont nous avons commenté plus haut le "regard normatif"), parlent de "dés-institutionnalisation de l'Etat". D'autres, tel Vadim Radaev (directeur de l'Institut de sociologie économique de l'Ecole supérieure en sciences économiques, également évoqué plus haut), parlent de "déformalisation".

Le premier met l'accent sur la façon dont les bureaucrates s'approprient l'Etat : ils créent une pénurie artificielle de possibilités légales et vendent ensuite, moyennant pot-de-vin, des "droits à la légalité". L'informel est alors "légalisé" de façon sélective par les agents de l'Etat, le droit étant captif :

"Le droit devient une marchandise sur laquelle la bureaucratie de l'Etat exerce un monopole. Au final, l'Etat en tant qu'institution du droit est privatisé par l'appareil bureaucratique".⁵³

L'idée que l'Etat serait confisqué par ses "serviteurs" n'est pas nouvelle : elle a déjà été avancée aussi bien en ce qui concerne la Russie tsariste que l'Union soviétique. Cette modélisation ne légitime bien évidemment pas le mouvement de légalisation sélective de l'informel.

La lecture en termes de "déformalisation", quant à elle, met l'accent sur la façon dont les acteurs s'approprient les réglementations existantes et les rendent plus adaptées aux réalités économiques. Sont d'abord adoptées des règles formelles, jugées inapplicables tant par les acteurs économiques que par les analystes qui partagent ce raisonnement ; elles sont ensuite adaptées au quotidien par les acteurs économiques qui y incorporent leurs propres règles, informelles certes, mais praticables. Il y a alors incrustation de l'informel dans le formel. On peut se demander qui imprime son caractère

⁵² Ce fut notamment le cas du magnat de l'aluminium M. Tchernoi, aujourd'hui exilé.

⁵³ Яницкий О.Н., *op.cit.*

dominant, mais, en tout état de cause, ce processus de formalisation est valorisé comme une nouvelle étape, vertueuse celle-ci, de l'histoire des pratiques informelles.

Cette vision débouche sur la périodisation suivante : de 1991 à 1994, l'informel joue un rôle à la fois de stabilisateur (de la société) et de moteur (des transformations économiques); entre 1995⁵⁴ et 1998, il devient déstabilisant et contribue à la "dégradation" de l'Etat ; une troisième phase, inaugurée par la crise financière de l'été 1998⁵⁵, se caractérise par une collaboration relativement stable entre institutions informelles⁵⁶ et structures officielles.

Un exemple classiquement donné pour illustrer cette symbiose est le marché de la sécurité qui atteste une coopération complexe des secteurs formels et informels⁵⁷ et démontre la façon dont les segments d'un marché se répartissent entre les deux secteurs, en fonction de la solvabilité des demandeurs, et de la nature de leurs besoins ⁵⁸. V.Radaev procède au même type de démonstration avec les tarifs douaniers. Techniquement inapplicables (en termes de moyens), ceux-ci ont, dit-il, généré un *modus vivendi* : les agents économiques, du moins les plus gros, font des déclarations en douane "raisonnables", sinon conformes, et les douaniers s'abstiennent d'un zèle vérificateur afin de ne pas bloquer l'économie. Soit le compromis suivant : "Vous nous assurez les rentrées en taxes planifiées et nous, nous fermons à moitié les yeux sur ce que vous importez". Ce compromis n'est pas sans rappeler l'accord tacite qui accompagnait le plan soviétique : le pouvoir politique fermait les yeux sur les chiffres de production gonflés fournis par les entreprises, pour peu que le niveau de production requis soit plus ou moins obtenu ; c'était une façon de paraître atteindre les objectifs irréalistes qu'il s'était lui-même fixés. Cette pratique est aussi une illustration de la façon dont l'informel supplée la faiblesse institutionnelle, du moins son inadéquation.

⁵⁴ Rappelons que 1995 est la date des "prêts contre actions".

⁵⁵ C'est après cette crise, qui a démontré les limites de la spéculation financière, que les grands acteurs économiques changent de stratégie et se tournent vers la production, ce qui modifie leur attentes et les modalités de leur interaction avec le pouvoir politique.

⁵⁶ Un certain nombre de structures, plus ou moins informelles, représentent alors les intérêts des acteurs économiques et les défendent auprès des instances de pouvoir. Cf. Désert M., Favarel G., dir., *op.cit.*

⁵⁷ Cf. Le Huérou A., *Les pratiques de sécurité locale dans la Russie post-soviétique*, Paris : IHESI, 2003. L'auteur raconte notamment comment les agences de sécurité privées utilisent les voitures officielles de la police pour leurs patrouilles de nuit en échange de services rendus à la police municipale.

⁵⁸ Волков В., Силовое предпринимательство, Санкт-Петербург: Европейский университет, 2002 ; Volkov V., Les entreprises de violence dans la Russie postcommunisme, *Politix*, vol.13, n°49, 2000, pp.57-75

Dans la foulée de cette démonstration, V.Radaev porte sur l'Etat un jugement pour le moins ambigu : il le présente comme à la fois incapable ...et efficace, du moins à partir du moment où il a la sagesse d'emprunter les règles qu'il ne sait pas fabriquer lui-même :

"L'Etat, incapable d'assurer l'application des règles qu'il a lui-même édictées, emprunte celles de l'économie parallèle, et il ne se contente pas de les emprunter, il les fait siennes, et fort efficacement."⁵⁹

Un autre de ses propos mérite commentaire :

"L'économie informelle n'est pas à côté de l'action de l'Etat ; c'est l'Etat qui lui dicte ses conditions."

Le verbe "dicter" gomme la lecture subversive des pratiques informelles : elles ne vont pas à l'encontre de l'Etat, elles se soumettent aux conditions dictées par lui, qui sont celles d'une carence qu'elles s'appliquent à combler. Bref, les pratiques informelles se portent au secours de l'Etat.

Dans cette lecture, les pratiques informelles sauvent l'économie de l'incurie du pouvoir⁶⁰. Considération qui rend caduque la question de savoir si elles permettent d'instaurer un véritable marché : ce qui prime ici c'est le pragmatisme, et ce qui importe, c'est que l'économie fonctionne. Telle est la différence principale entre les deux points de vue sur l'informel que nous venons d'exposer : pour les uns ce qui est légitimant, c'est l'efficacité ; pour les autres, c'est le respect des règles, celles du marché idéal.

Qui plus est, la vision vertueuse de l'informel le transfigure en ferment de la démocratie. C'est du moins ce que donne à entendre le commentaire de l'un des "e-participants" au débat sur la Toile⁶¹ au cours duquel V.Radaev a exposé son exemple douanier. L'intervenant demande dans quelle mesure on peut considérer que les "acteurs du pôle douanier" constituent un mouvement social : la formulation étonnante de cette question suggère que la participation à l'harmonisation des règles formelles et informelles est un acte citoyen. Le rebondissement du débat sur le politique est confirmé par la suite de ces échanges électroniques. S'interrogeant, à partir des résultats électoraux, sur la nature du régime politique russe, l'économiste Youri Latov infère du succès de *Russie unie*, le "parti du pouvoir" de l'ère Poutine, que la Russie est entrée dans une période de

⁵⁹ Круглый стол "Возможности регулирования неформальной экономики" (Table ronde sur les possibilités de régulation de l'économie informelle), *Неформальная экономика в постсоветском пространстве*, *op.cit.*

⁶⁰ Cela se disait aussi du *blat* (circulation des biens de consommation en dehors des circuits officiels) à l'époque soviétique, qui assurait la survie de la société... mais aussi, ce faisant, celle du système.

⁶¹ Du 27.10.2003 au 27.12.2003 sur le site <http://www.ecsoc.ru/>.

Contre-réforme⁶², avec prééminence des orientations collectivistes et paternalistes. Or, dit-il, a-t-on besoin d'une formalisation des règles dans une société qui cultive des valeurs collectivistes ? Et d'avancer l'exemple du Japon⁶³, où les arbitrages entre acteurs économiques sur la base des règles formelles sont, dit-il, exceptionnels. Il s'agit là, commente-t-il, d'un ordre social particulier qu'il n'y a aucune raison d'interpréter comme un manque de maturité⁶⁴. Il y aurait, poursuit-il, deux approches de "l'ordre social" : l'occidentale, qui impose de suivre à la lettre les normes formelles, et l'orientale, qui se contente de respecter l'esprit des lois. Et de conclure que ce qui s'opère en Russie n'est ni une légalisation de l'informel, ni un mouvement de déformalisation, mais le passage du désordre social à un ordre social informel.

Mentionnons que l'auteur de ces propos a écrit un ouvrage sur l'histoire de l'économie parallèle⁶⁵. Il y inscrit l'anarchiste Makhno⁶⁶ dans la généalogie de l'informel en Russie avec le raisonnement suivant : entre l'économie commandée des Rouges et l'économie de marché formelle des Blancs, les "Verts", sous la houlette de Makhno, incarnent l'économie de marché informelle. Cette présentation donne à penser que la position médiane est valorisée par l'auteur. L'informel, dans cette optique, est finalement un avatar de la "troisième voie" celle de la mouvance dite "nouvelle gauche", pour laquelle les problèmes de la transition russe avaient suscité un regain d'intérêt à la fin des années 1980 dans une mouvance dite de "nouvelle gauche".

Ces développements inattendus illustrent la façon dont le politique travaille la question de l'informel économique. Et c'est aux prolongements politiques de l'informel que nous allons nous intéresser maintenant.

⁶² Cet usage métaphorique de l'histoire politique religieuse n'est pas isolé. A la fin de la perestroïka par exemple certains expliquaient les difficultés de la transition par le fait que la Russie n'avait pas connu la Réforme et la valorisation des individus qui lui est souvent associée.

⁶³ La référence au Japon est un poncif de tous les débats sur le communautarisme.

⁶⁴ Cette remarque polémique avec l'idée fréquemment avancée que les Russes ne sont pas mûrs pour la démocratie.

⁶⁵ Латов Ю., *Экономика вне закона: Очерки по теории и истории теневой экономики* (L'économie hors la loi : essais de théorie et d'histoire de l'économie informelle), М.: Московский общественный научный фонд, 2001

⁶⁶ Pendant la guerre civile, après la révolution d'octobre, Makhno a été le leader de groupes anarchistes, les "Verts", qui ont guerroyé à la fois contre les Rouges et les Blancs dans le sud de la Russie.

PRATIQUES INFORMELLES ET ETAT DE DROIT

S'il se trouve un certain nombre d'analystes pour relativiser les effets pervers de l'expansion de l'informel sur la transition libérale, lorsqu'il s'agit du politique, le discours dominant est que la formation d'un Etat de droit démocratique passe par l'élimination progressive des pratiques informelles... et que la Russie va pour l'instant dans une direction opposée.

Des analyses plus fines montrent comment la situation est en fait bloquée : les structures informelles économiques ont pris racine dans le système politique et juridique, elles assurent ainsi un "collage" de l'économique, du politique et du juridique, qui empêche le système socio-économique global de s'effondrer, mais du coup le politique, prisonnier de cette alliance⁶⁷, ne saurait être la source d'une réforme changeant la donne. Cette figuration constitue, dans un registre plus pessimiste, une variation sur le mode d'association particulier entre pratiques économiques et politiques exposé par Y.Latov. Ce dernier substitue au couple démocratie-marché un "ordre social informel" qui constitue une cohabitation spécifique des règles et de leurs arrangements ; l'usage du terme "social" atteste qu'il s'inscrit dans une logique qui transcende l'opposition entre politique et économique.

Voyons ce que d'autres analystes disent du rapport entre politique et économique, de ses effets sur les relations sociales.

⁶⁷ Il est intéressant de noter une évolution de la description de cette alliance. Alors qu'à l'époque de B. Eltsine le discours dominant était que les oligarques, *ergo* les acteurs économiques, avaient capturé l'Etat, depuis l'arrivée au pouvoir de V. Poutine et les déboires de certains oligarques, on lit de plus en plus souvent qu'ils ont en fait été manipulés par les *apparatchiki*, donc le pouvoir politique, qui a favorisé les rapports informels dans l'économie afin de faciliter l'émergence d'une classe de propriétaires capables de "nourrir" la bureaucratie à laquelle elle doit sa richesse.

Primauté de la logique économique

Pourquoi, disent certains⁶⁸, faudrait-il considérer les pratiques informelles comme un problème social alors qu'elles arrangent tout le monde ? Les plus démunis qui, grâce à l'économie informelle trouvent sur les étals des marchés parallèles des produits à un prix accessible. Employeurs et employés qui grâce à la pratique, au moins partielle, du salaire au noir échappent aux taxes, les travailleurs se sentant, de plus, au nom de ce manquement aux règles, moralement autorisés à ne pas travailler au maximum de leurs possibilités. Les fonctionnaires qui peuvent compenser leur salaire scandaleusement bas. Les politiques qui ont dans l'informel un moyen commode de financer leurs campagnes électorales. Ajoutons à cette liste le fait que l'informel est aussi une "ressource politique" : ces mêmes politiques ne manquent pas de critiquer la corruption et d'instrumentaliser ainsi la dénonciation d'un système ... dont ils n'hésitent pas à profiter.

Ce caractère universellement "attractif", au moins d'un point de vue financier, de l'informel, explique que la "demande d'ordre", souvent évoquée à propos de la société russe depuis les années 1990⁶⁹, ne se traduise pas en demande de "formel". A la différence de ce qui se passe pour certains agents économiques, préoccupés de la protection de leurs acquis, comme nous l'avons rappelé précédemment, la société reste méfiante par rapport à tout ce qui vient de l'Etat⁷⁰, fût-ce la régulation.

Les revers de l'informel, ses effets pervers, notamment en termes de protection sociale, ne sont guère perçus au quotidien. L'opacité du système d'assurances sociales est d'autant plus grande que ses principes sont radicalement nouveaux ; or aucune force politique ou syndicale ne prend véritablement en charge le nécessaire travail d'"alphabétisation", ni ne revendique un assainissement du système salarial, thème qui n'est ni porteur ni mobilisateur. Selon le principe "un tiens vaut mieux que deux tu l'auras", dans une société qui reste affectée par le climat d'incertitude, l'informel est un acquis immédiat, une forme d'assurance actée, préférable à d'hypothétiques assurances sociales. Soit par exemple le salaire "au noir" : la décision d'un tribunal accordant des

⁶⁸ *Неформальная экономика в постсоветском пространстве, op.cit.*

⁶⁹ Le thème "La Russie a besoin d'une main de fer" s'adosse à différentes considérations : l'étendue du territoire, la tradition nationale, l'idée qu'il n'y a pas de sortie non autoritaire de régime totalitaire possible.

⁷⁰ Sur les "machiavélisations" successives de l'Etat, cf. Désert M., "La société russe. Entre murmures du passé et balbutiements du futur. Le rapport au politique en Russie aujourd'hui", *Courrier des pays de l'Est*, n° 1038, septembre 2003, pp.4-14.

indemnités journalières aux personnes prises en otages par un commando tchéchène dans un théâtre de Moscou⁷¹, calculées bien sûr sur leurs salaires officiels, avait fait apparaître le “manque à gagner” que leur sous-évaluation impliquait dans la circonstance, mais la remarque a fait long feu.

D’où la tolérance que relèvent les auteurs de “La Russie de l’ombre” lorsqu’ils commentent l’enquête qu’ils ont menée à la fin des années 1990. Selon eux, 40% des Russes ne voient pas la nécessité de résister à la “tentation de l’informel”. Qui plus est, 38% sont prêts à voter pour un candidat (aux fonctions de maire ou de gouverneur) dont ils savent qu’il est lié à l’économie informelle ou aux milieux mafieux, pour peu qu’ils le croient capable d’améliorer leur vie quotidienne.

Mentionnons également que dans leur enquête les “entrepreneurs potentiels”⁷² se montrent plus tolérants envers la corruption que la moyenne. Seuls 5% d’entre eux déclarent refuser de nouer des relations illégales avec les fonctionnaires et cette perspective n’est, semble-t-il, pas dissuasive quant à leur désir de se lancer dans les affaires : elle occupe la dernière place sur la liste des obstacles qu’ils voient à la concrétisation de leurs projets entrepreneuriaux (loin derrière l’absence de capitaux, et même le manque de confiance en soi). Les auteurs interprètent cet état d’esprit comme une anticipation sur les modalités de l’accumulation primitive du capital, associées à de nécessaires manquements aux règles, et concluent, navrés :

“Telle est la réalité de l’époque post-soviétique et tel est le réalisme de ceux qui veulent s’y adapter”.

Il n’y a valorisation du respect de la loi, disent-ils encore, que lorsqu’il va de pair avec l’intérêt économique personnel, ce qui est rarement le cas ; dans le cas contraire, la règle est sacrifiée sans hésitation. La société russe semble à ces auteurs tellement étrangère aux vertus de la loi qu’ils affirment que le refus de la “criminalisation”⁷³, lorsqu’il existe, est lié à des motifs moins juridiques que moraux. Ce constat est pour eux l’occasion d’incriminer l’héritage communiste car, disent-ils, “le communisme n’est rien d’autre que la suprématie de la morale sur le droit”.

⁷¹ Il s’agit d’un événement d’octobre 2002.

⁷² Dans leur étude, les auteurs désignent comme “entrepreneurs potentiels” (*ПРЕДпрЕдприниматели*) les personnes interrogées qui disent, au moment de l’enquête, envisager de se lancer dans les affaires.

⁷³ Rappelons que les auteurs utilisent ce terme pour englober tout ce qui n’est pas conforme au droit.

Mais dès qu'il y a le moindre espoir de résoudre des problèmes économiques en contournant la loi sans risque, "les freins moraux ne fonctionnent plus", affirment-ils, et ils en déduisent qu'il ne faut pas miser sur la conscience éthique des Russes pour éradiquer la corruption et l'informel. Ce qu'ils résumant dans la maxime suivante :

"Priorité à l'intérêt sur la morale quand il s'agit de mes intérêts, priorité à la morale quand il s'agit des intérêts des autres".

La primauté de la logique économique sur le souci du droit serait ainsi démontrée. Pour ces analystes, c'est un constat affligé. D'autres parviennent à en tirer des conclusions positives. La victoire de l'économie signifie pour eux la défaite de l'idéologique⁷⁴, et c'est un bien. Rappelons que le même raisonnement conduit à considérer l'abstentionnisme aux élections comme une conquête : cette expression du désintérêt pour le politique attesterait la fin de son emprise absolue, telle qu'exercée à l'époque soviétique, une libération paradoxale des citoyens russes. Mais c'est aussi autre chose qui est mis ainsi en évidence : si l'informel est réactionnel (il est une réponse à la conjoncture), sa valorisation l'est aussi (elle s'explique, dans cet exemple, par une réaction épidermique à un système honni).

Examinons maintenant de façon moins passionnelle l'impact des pratiques informelles sur la formalisation de la vie en société.

De l'absence de contrat social à la régulation informelle

Les infractions multiples pratiquées au quotidien, choisies et subies (depuis l'évasion fiscale jusqu'aux "gratifications" versées au personnel soignant des établissements hospitaliers publics en passant par celles octroyées aux institutions scolaires et aux fonctionnaires en charge de divers services municipaux), sont le plus souvent justifiées comme réponse au non respect des droits fondamentaux dans la Russie actuelle.

Ce état de fait transparaît dans les sondages sur l'exécution des devoirs mutuels de l'Etat et des citoyens : les personnes interrogées reconnaissent massivement qu'elles

⁷⁴ Павленко С., "Элемент демократии или закулисные сделки?" (Elément de démocratie ou tractations occultes"), *Pro et Contra*. vol. 4. n°1, 1999, pp. 68-83

ne respectent pas leurs devoirs à l'égard de l'Etat, mais affirment aussi que l'Etat est encore moins respectueux de ses devoirs à leur égard. Ces deux blocs de pratiques "non conformes au droit" se répondraient en miroir, le comportement des micro-acteurs faisant écho à celui des macro-acteurs⁷⁵. On parle souvent aussi d'un nouveau consensus négatif⁷⁶, pouvoir et société s'accordant à s'ignorer mutuellement - et à ignorer leurs infractions respectives. Cette modélisation est aux antipodes du contrat social, qui est l'un des piliers des systèmes démocratiques.

En tout état de cause, les Russes seraient aujourd'hui plus loin de la réalisation de leurs droits institutionnalisés⁷⁷ qu'avant les réformes. Ils s'appliquent donc à compenser le fait que leurs droits fondamentaux (à la santé, au logement, à l'éducation) soient bafoués (par un Etat vécu comme démissionnaire), en établissant des relations personnalisées avec les fonctionnaires en charge des services appelés à concrétiser ces droits. Ainsi est obtenue, de façon peu "formelle"⁷⁸, la réalisation de droits légaux.

A l'époque soviétique, c'est le "droit à la consommation" qui empruntait un cheminement analogue : le *blat* était une pratique qui adoucissait la pénurie en faisant circuler, hors des magasins, des biens, généralement sortis illégalement des entreprises, ce qui permettait ainsi à tout un chacun de concrétiser, en marge de la légalité, son droit légal à se procurer les marchandises produites officiellement pour satisfaire les besoins de tous ; le plus souvent, la transaction s'inscrivait dans le cadre d'échanges de services, sans logique spéculative (ce qui différenciait le *blat* du marché noir). C'était une pratique banale et tolérée, par le pouvoir comme par la société⁷⁹.

Cette forme d'informel permet à un "formel", un légal, proclamé mais resté lettre morte, de s'incarner. Le changement important par rapport à la période soviétique tient à la nature des biens qui circulent. Avec la fin de la pénurie des biens de consommation,

⁷⁵ Заславская Т.И., Шабанова М.А., "Социальные механизмы трансформации неправовых практик" (Les mécanismes sociaux de transformation des pratiques non-conformes au droit), *Общественные науки и современность*, n° 5, 2001.

⁷⁶ Cette expression reprend celle qui était utilisée à l'époque soviétique pour désigner la collusion existant *de facto* entre travailleurs et administration des entreprises, qui fermaient les yeux sur leurs infractions mutuelles.

⁷⁷ *Freedom - House* (organisation non gouvernementale qui propose une mesure du degré de démocratie dans différents pays du monde) signale la tendance à la baisse du degré de démocratie depuis la transition, en termes de droits politiques, libertés individuelles et rôle de la loi.

⁷⁸ La transaction informelle peut passer par un pot-de-vin ou par un échange de services.

⁷⁹ On observe une "héroïsation" rétrospective de cette pratique, de véritables récits picaresques relatant les trésors d'imagination et d'astuce qui y étaient déployés.

dans une phase où les secteurs publics de la santé comme de l'éducation se détériorent, c'est la raréfaction des services publics gratuits et/ou de qualité qui suscite les transactions informelles, lesquelles, à la différence de ce qui se produisait avec le *blat*, s'accompagnent désormais souvent de "gratifications monétaires" : on glisse une "enveloppe" à la personne qui vous aide à obtenir une hospitalisation dans tel établissement renommé, une place dans telle école réputée.

Voici la lecture que donne de ces arrangements avec les fonctionnaires une analyse au titre évocateur -"La chaleur des rapports cordiaux : quelques remarques sur la corruption"⁸⁰-, dont l'auteur n'est autre que le directeur de la fondation *Indem*⁸¹ et de son centre de lutte contre la corruption, Georgi Satarov. Le point de départ de la réflexion est le résultat, assez inattendu, d'un sondage. Les vieilles femmes des villages initient des rapports de corruption trois fois plus souvent que les jeunes moscovites, pourtant généralement décrits comme groupe le plus enclin à la pratique de la corruption. Par ailleurs, à la question "Qu'avez-vous ressenti en donnant un pot-de-vin ?", 22% d'entre elles optent pour la réponse "La satisfaction d'avoir réussi à obliger le fonctionnaire à faire quelque chose pour moi", ce qui les place bien au dessus de la moyenne de l'échantillon (12,8%) et à nouveau au-dessus des jeunes moscovites (17,5%).

Pour resituer cette transaction particulière, G.Satarov retrace la palette générale des échanges, distinguant, à côté du don et de l'échange marchand, la redistribution, qu'il formalise ainsi : les citoyens "offrent" à l'Etat leurs impôts, en échange desquels l'Etat leur assure un certain nombre de services, ce pour quoi il engage d'autres citoyens, les fonctionnaires. Cela est une formulation du "contrat social", même si le mot n'est pas utilisé. L'étymologie du terme russe retenu dans cette modélisation pour désigner les "agents de l'Etat" (*должностные лица*) convoque d'ailleurs l'idée de dette/devoir⁸² : le fonctionnaire doit un service au citoyen et c'est l'Etat qui préside à la relation de service qui s'instaure (ou plutôt devrait s'instaurer) entre le fonctionnaire et l'utilisateur. C'est parce

⁸⁰ Сатаров Г.А., "Тепло душевных отношений: кое-что о коррупции", *Общественные науки и современность*, n°6, 2002. Nous en reproduisons tout le raisonnement, en dépit de sa longueur, car ses différentes étapes sont nécessaires pour comprendre ce qui permet à l'analyste de gommer la composante "corruption" que l'on est tenté de voir à l'œuvre.

⁸¹ Cette appellation signifie "Informatique pour la liberté". C'est en 1998 qu'a été créé en son sein le *HAK* (Comité national anti-corruption). Parmi les co-fondateurs on remarque des membres de l'élite économique (A.Volskij, K.Bendukidze) et de l'élite politique (V.Loukine, I.Hakamada, B.Nemtsov, S.Chakhrai). L'objectif proclamé est la consolidation de la société civile dans la lutte contre la corruption, avec divers volets (défense de ceux qui luttent contre la corruption, analyse des textes réglementaires et mise en évidence des clauses susceptibles de favoriser la corruption, etc.)

⁸² Le russe n'a qu'un seul mot pour désigner ces deux notions (*долг*).

que ce modèle est bien loin des perceptions réelles que s'installe, nous dit l'auteur, un autre mode d'échange, usuellement qualifié de corruption.

G.Satarov, qui a commencé son exposé en déplorant la méconnaissance de la "nature psychosociale de la corruption", s'applique alors à comprendre le "ressenti" des usagers qui font des "cadeaux" aux fonctionnaires et, pour ce faire, passe par un récit emprunté à un écrivain populaire dans les années 1970, Vassili Choukchine. Ce récit campe un vieil homme qui, après avoir obtenu gain de cause dans une affaire qu'il avait portée devant les tribunaux, fait un cadeau au juge. Cette issue judiciaire heureuse, nous explique G.Satarov, n'est pas vécue par lui comme un acte de justice (au sens administratif du terme) mais comme le triomphe de la Justice et le cadeau fait au juge a pour objet d'alimenter son désir de continuer à faire le Bien. Il est adressé non pas tant à la personne du juge, qu'à toutes les personnes de bonne volonté, notamment celles qui seront jugées par lui ultérieurement. Le registre de ce geste est donc éthique.

Dans tous les échanges, formellement bilatéraux, poursuit G.Satarov, il y a un tiers. Dans le cas du don, c'est le groupe au sein duquel s'opère l'échange, et qui agit sur les rapports à travers les codes éthiques qu'il transmet à ses membres. Dans le cas de l'échange marchand, ce sont les procédures formelles qui régulent les échanges. Dans le cas du service (public), c'est l'Etat, qui impose à son agent une obligation de service, mais aussi la société civile qui s'efforce de contrôler la façon dont est rendu le service. Ces divers échanges se distinguent également par leur coloration émotionnelle. Dans la relation de don, dit G.Satarov, l'instance tierce (l'éthique) n'est pas pensée et le don s'en trouve d'autant plus confortable. Les échanges marchands seraient neutres du point de vue émotionnel, car usuels ; le "tiers" n'est pensé que lorsque surgit un conflit. La relation de service (public) porte la marque de la relation à l'Etat qui, malheureusement (dit-il), est chargée négativement... si bien que la relation de service n'est pas perçue comme telle. Les "agents de l'Etat" ne sont pas associés à l'impôt qui a été (en principe) payé à l'Etat ; les services qu'ils octroient ne sont donc pas "payés d'avance" et, lorsqu'ils sont effectifs, ils constituent un service qui "oblige", qui mérite récompense. C'est ce qui explique pourquoi le rapport de service (public), à la fois inconfortable et incertain, est transformé en rapport de don, plus familier.

Belle démonstration pour prouver qu'il y a du don là où il est usuel de voir de la corruption. La "vérité" des sondages n'est pas très loin de cette modélisation : un tiers des personnes ayant versé un pot-de-vin disent avoir sincèrement voulu remercier du service rendu. La satisfaction des *babouchki* révélée par l'enquête n'est finalement pas cynique.

Dans la modélisation de G.Satarov, le pot-de-vin, requalifié en cadeau, est le rituel qui permet de fonder une interaction émotionnellement confortable. Il rétribue, autant que le “service”, le confort émotionnel que procure le fait de se retrouver dans un type de rapport familial et positif, qualificatifs qui ne s’appliquent guère au “contrat social” dont nous avons dit qu’il est n’est pas pensé⁸³. Est-ce pour cela que le Législateur russe, dans sa sagesse, a prévu que ne soit pas considérée comme pot-de-vin toute “offrande” ne dépassant pas en valeur un montant égal à cinq fois le salaire minimum ?⁸⁴

La démonstration de G.Satarov l’amène en conclusion à opposer les pratiques occidentale et orientale en matière de corruption. La corruption occidentale peut être traitée comme un marché illégal de services, régulé par des relations d’échange marchand. La corruption orientale se caractérise, selon lui, par une incrustation des rapports de corruption dans le tissu des autres rapports sociaux légitimes (au sens weberien du terme, c’est-à-dire acceptés par la société comme normaux). Cette lecture permet de comprendre comment s’efface la sensation de transgression dans les pratiques informelles. Elle montre comment à l’Etat, qui est théoriquement le régulateur invisible de l’interaction entre fonctionnaire et usager, sont substituées les normes informelles, réinterprétées comme code du don.

Des solidarités informelles à la société parcellaire

Voilà une lecture qui “normalise” les interactions informelles. Une vision angélique voudrait même en faire le moteur d’une régulation alternative. Il s’agit de la même logique que celle qui valorise le mouvement de formalisation par en bas, que nous avons vu à l’œuvre dans la description des pratiques des acteurs économiques : l’informel est un palliatif à l’incurie du formel. Certains lui confèrent même une dimension protestataire, voyant dans l’informel, plutôt qu’une transgression de l’ordre formel, une réaction constructive à l’informe qui a pu caractériser l’époque de B. Eltsine. Il y aurait une sorte de *bunt* tranquille⁸⁵, de rébellion associant citoyens et fonctionnaires, tous spoliés par

⁸³ Ce principe est en effet étranger à l’histoire politique russe.

⁸⁴ “Ни дать, ни взять” (Pas donné, pas pris), *Къ -деньги*, 18 octobre 2000.

⁸⁵ Cet oxymore pacifie le phénomène des révoltes épisodiques très violentes qui ont marqué l’histoire russe et dont la menace a été constamment agitée depuis les années 1990.

l'Etat, dans une alliance mutuellement avantageuse permettant aux uns d'obtenir la satisfaction de leurs besoins fondamentaux, aux autres de compenser leurs salaires dérisoires.

Les pratiques informelles sont, dans cette optique, un moment socialement positif. Constituer la chaîne qui, de proche en proche, permettra de trouver un accès, le moins cher possible, à une place dans un bon hôpital pour la grand-mère malade ou dans un bon établissement d'enseignement supérieur pour le neveu qui rentre démoralisé du service militaire, voire à une exemption pour celui qui s'apprête à y partir, c'est mobiliser des solidarités. Or toute pratique solidaire est un "moment identitaire", l'occasion d'affirmer son appartenance à un groupe, et cela est un bien sur le fond de crise identitaire généralisée qui caractérise aujourd'hui la Russie⁸⁶. Les plus pragmatiques vont jusqu'à dire que dans une période où les Russes ont du mal à prendre conscience de leurs intérêts⁸⁷, les transactions informelles peuvent être des moments privilégiés d'identification, ne serait-ce que d'un point de vue fonctionnel.

On peut interpréter comme allant dans ce sens l'élection aux fonctions de députés (essentiellement au niveau local) de nombreux dirigeants d'entreprise : en portant leur directeur à cette fonction, les travailleurs l'élisent comme représentant un groupe d'intérêts sectoriels ; ils font ce choix car ils attendent des "dividendes" du réseau relationnel auquel est associé (au moins dans les imaginaires) l'exercice de fonctions politiques⁸⁸. Cette forme de "solidarité contractuelle" peut à la rigueur paraître structurante, même si elle constitue un détournement des procédures démocratiques. Mais la nature paradoxale de l'interaction informelle avec les fonctionnaires va dans le sens contraire. Représentant le pouvoir, ils sont à la fois ceux qui donnent corps aux problèmes, et ceux qui aident à les surmonter. Le pouvoir abstrait adopte des réglementations, gênantes, et son représentant, concret, aide à les contourner. Le fonctionnaire est à la fois un émissaire du pouvoir et un allié dans la lutte contre le

⁸⁶ Il y a différentes explications à la difficulté qu'ont aujourd'hui les Russes à s'identifier, au moins socialement : abus du recours aux identités sociales dans la période antérieure ; deuil difficile du consensus d'antan, plus réel qu'on ne l'a dit ; importante mobilité sociale, tant ascendante que descendante, qui brouille les repères ; discordance entre les statuts sociaux et les échelles du prestige et du bien être matériel, etc.

⁸⁷ La non émergence de vrais partis en Russie est souvent expliquée par le fait que la société russe a du mal à se structurer, à mettre en évidence les intérêts des différents groupes sociaux.

⁸⁸ Voir Désert M., "Entreprises : d'une solidarité fusionnelle à une solidarité contractuelle ?" in Ferro M., Garros V., dir., *Russie post-soviétique, la fatigue de l'histoire*, éd. Complexe, 1995.

pouvoir⁸⁹. La ligne de démarcation entre “eux” et “nous”, constitutive des rôles publics, devient alors insaisissable. Cela est certes l’objectif visé⁹⁰ mais cela est dommageable à la socialisation démocratique qui passe, entre autres, par un apprentissage des rôles publics.

Ce constat montre que, si l’on peut discuter de l’ampleur des effets destructurants de l’informel, il est excessif de le parer de vertus structurantes. L’informel généralisé augmente finalement l’opacité⁹¹ de la société non seulement à l’Etat mais aussi à elle-même⁹². D’où, à rebours des interprétations angéliques qui viennent d’être évoquées, la caractérisation de ces pratiques comme “solidarité négative”, non naturelle, associant des personnes qui ont des statuts et des intérêts opposés mais sont néanmoins obligées de se soutenir mutuellement pour survivre⁹³. Le “groupe de proches⁹⁴” qui s’instaure dans la transaction informelle est alors qualifié d’avatar du “collectivisme communautaire” par certains analystes qui mettent dans le même sac la commune paysanne, les sociétés secrètes (du XIXème siècle) et les groupes mafieux, comme autant de manifestations historiques du même principe qui aboutit en fait à la formation de “cliques”.

“Les unions informelles qui intègrent des personnes privées, indépendamment de leurs fonctions, dans un groupe de proches, prêts à faire fi des règles morales et juridiques au nom “de la cause commune” ont toutes les caractéristiques de ce que la sociologie définit comme cliques.”⁹⁵

Cet informel est en fait une modalité de privatisation, de captation du collectif : il met en circulation dans un espace de redistribution privé, en fonction de critères personnels, des biens théoriquement destinés à des circuits publics. Ce à quoi on assiste aujourd’hui, poursuivent ces analystes, ce n’est pas le développement de la sphère privée

⁸⁹ Барсукова С., “Солидарность участников неформальной экономики. На примере стратегий мигрантов и предпринимателей” (La solidarité des acteurs de l’économie informelle), *Социологические исследования*, n°4, 2002, pp.3-12.

⁹⁰ Une des tactiques visant à gagner les bonnes grâces d’un fonctionnaire consiste à jouer sur l’empathie, sur le fait que lui aussi est embarqué sur la même galère.

⁹¹ Rappelons le terme d’obscurantisation de la société (*теневизация общества*) forgé par R. Ryvkina.

⁹² On peut trouver aussi une affirmation apparemment contraire : l’économie de l’ombre, en se généralisant, est sortie de l’ombre, elle cesse d’être mystérieuse à la société. La contradiction n’est qu’apparente : la transparence croissante des mécanismes de l’économie informelle n’implique pas pour autant une transparence de la société.

⁹³ Яницкий О.Н., *op.cit.*

⁹⁴ Nous traduisons ainsi le terme de “*svoi*” (*свои*), littéralement “les nôtres”, généralement opposé aux “autres” (*чужие*).

⁹⁵ Грунт З.А., Кертман Г.Л., Павлова Т.В., Патрушев С.В., Хлопин А.Д., “Российская повседневность и политическая культура: проблемы обновления” (Le quotidien russe et la culture politique : problèmes de renouvellement), *Полис*, n°4, 1996, pp.56-73

punctuant la fin de “la société étatisée” de l’époque totalitaire, mais la négation de l’opposition entre privé et public. La chose publique est privatisée par l’individu et son “groupe de proches”. Cette modélisation s’applique aussi bien aux privatisations contestées du deuxième mandat de Boris Eltsine qu’à des pratiques caractérisées comme “individualisme de groupe”, telles celles des agents de l’équivalent russe des ANPE (*биржа труда*), gardant les meilleures offres pour leur réseau. Il n’y a plus de “public” accessible à tous.

Ce mode d’expansion de “l’espace privé” gomme du coup sa valorisation comme espace de liberté. On assiste à une dissolution, dommageable, de la frontière entre public et privé, alors que c’est sa restauration qui était attendue de la fin du système totalitaire. La “privatisation” cesse d’être un bien absolu. Alors que le *blat* avec sa mise en circulation “privée” de biens publics a pu être valorisé comme mode de résistance à l’emprise de l’Etat, voire embryon de société civile⁹⁶, on critique aujourd’hui cette captation des ressources publiques, administratives⁹⁷ ou non, au profit de groupes restreints car elle segmente l’espace, social aussi bien qu’économique, créant des cellules fermées, sans vraie communication les unes avec les autres. La constante est l’imaginaire des systèmes réticulaires, qui laminent leur environnement, mais ce mécanisme qui est considéré comme vertueux dans un contexte qualifié de totalitaire, devient pervers dans une situation de démocratie en devenir.

Cette modélisation n’est pas une fatalité, un développement inéluctable, comme l’atteste une étude comparant le *blat* russe et son homologue chinois le *guanxi*⁹⁸. L’auteur y démontre comment des pratiques informelles similaires ont, dans le cas chinois, favorisé l’émergence de ce qu’il appelle “un capitalisme sans contrat”, alors que le capitalisme russe est défini par lui comme corrompu et prédateur. L’explication qu’il donne de ces effets radicalement différents est que la pensée confucéenne offre un cadre de pensée qui associe de façon non contradictoire l’utilitaire et l’affinitaire, ce qui d’une part

⁹⁶ Леденева А., “Неформальная сфера...”, *op.cit.* écrit : “Les rapports soviétiques entre société et pouvoir étaient loin d’être totalitaires. Non seulement la société n’était pas totalement étatisée, mais elle avait instauré des solidarités de résistance à l’Etat : les réseaux réunis sous l’étiquette de “sphère informelle”. C’est à juste titre qu’on est tenté de l’assimiler à une société civile”.

⁹⁷ Si les individus tentent de mobiliser à leur profit les ressources publiques, ce sont les “ressources administratives” (entendons la capacité à faire pression sur les individus, en soumettant par exemple le droit de passer les examens à la participation au vote) qui sont mobilisées par la classe politique au moment des élections.

⁹⁸ Hsu C.L., “Capitalism without contracts versus capitalists without capitalism : comparing the influence official Chinese *guanxi* and Russian *blat* on marketization”, *Communist and Post-Communist Studies*, vol.38, n°3, 2005, pp.309-327

contribue à distinguer sans ambiguïté le *guanxi* de la corruption et d'autre part lui confère une capacité d'ouverture à de nouveaux participants, alors que tout le monde s'accorde à souligner que les "cercles de proches" russes sont très fermés (ce qui se traduit en termes économiques par "capitalisme où le nombre des entrants est limité" ; en termes polémiques par "capitalisme clanique anti-libéral"). Le *guanxi* chinois favorise l'instauration d'un climat de confiance élargie, substitut de contrat, alors que les pratiques de *blat*, élargies à la captation de ressources vitales (telle que l'offre de formation ou de santé) contribuent à instaurer un climat de méfiance sociale. En effet, les relations informelles, manifestation d'une solidarité discriminante, s'exercent finalement au détriment de la société globale.

Cette lecture est aux antipodes de l'interprétation des relations informelles comme ersatz de confiance dans un contexte de faible institutionnalisation, développée par certains analystes. Aussi stabilisatrices soient-elles au niveau micro, permettant aux individus et aux groupes restreints de traverser la tourmente des mutations économiques, elles n'en sont pas moins destructurantes au niveau macro, puisqu'elles contribuent à détériorer la qualité générale de l'environnement institutionnel, à la fois en captant une partie des ressources (ce qui aggrave la pénurie de l'offre institutionnelle de services) et en injectant de plus en plus d'informel dans les institutions.

Voici pour finir l'argumentation déployée par L.Gudkov et B.Dubin pour dénier aux pratiques informelles le statut d' "action sociale positive". Elles ont pour objectif non de changer les choses, mais de faire "son trou" dans un monde en ruines. Elles sont tournées non vers l'intérêt collectif, mais vers la satisfaction des besoins personnels :

"On se bat non pour la qualité de l'enseignement mais pour obtenir un diplôme, non pour l'amélioration des services de santé, mais pour une place dans un lit d'hôpital." ⁹⁹

Elles constituent un ajustement tâtonnant des besoins et des ressources disponibles, et non un vrai système régulé de distribution alternative. Elles ne sont donc pas une dynamique sociale, mais une pathologie sociale. Dernier coup porté, qui renvoie à l'obsession de modernité évoquée en préalable au compte-rendu du débat : ces interactions sont entièrement tournées vers le passé ; elles visent à obtenir, selon les mêmes procédures qu'hier, des normes de vie, définies selon les critères d'hier. Enfin, la rhétorique de justification utilisée (le "besoin extrême, l'urgence") fait écho à la logique de mobilisation du système industriel soviétique.

⁹⁹ Гудков Л., Дубин Б., *op.cit.*

La nécessaire formalisation des interactions sociales

On est, avec ces considérations, bien loin des interprétations, chères notamment aux membres du MAUSS¹⁰⁰, consistant à saluer dans les pratiques informelles, particulièrement à propos de l'Afrique, la capacité à réenchâsser l'économie dans le social. Voici le regard que porte J.T.Godbout sur ce qu'il réunit dans la catégorie des "pays désorganisés", amalgamant les pays en transition, de l'Est et du Sud.

"(Le système du don) n'est pas le complément du marché ou du plan, mais celui de l'économie et de l'Etat. Et il est même plus fondamental, davantage premier qu'eux, comme en témoigne l'exemple des pays désorganisés. Là, à l'Est, ou dans le tiers monde, où le marché et l'Etat ne parviennent pas ou plus à s'organiser, subsiste encore, ultime garde-fou, le réseau des relations interpersonnelles cimenté par le don et l'entraide qui, seul, permet de survivre dans un monde en folie. Le don ? Ce qui reste quand on a tout oublié, et avant qu'on ait tout appris ?" ¹⁰¹

Dans cette lecture, les pratiques informelles, recentrées sur la dimension des relations interpersonnelles, font figure d'ordre primitif fondamental. Nous n'avons pas rencontré d'analyses de ce type dans le champ des analystes russes. Lorsque G.Satarov recourt à la logique du don, il s'inscrit dans une perspective très différente : le don lui sert à décoder et banaliser des gestes associés à la corruption en les "incrutant" dans un ensemble d'échanges normalisés.

Même les mises en récit "enchanté" des pratiques informelles¹⁰², celles qui relatent avec enthousiasme la mise en commun, entre amis, voisins et/ou parents, des réseaux informels pour surmonter les difficultés quotidiennes, se gardent bien de qualifier les aides de don et préfèrent exalter la réciprocité et le lien. Inversement, les récits amers évoquent une pesante sensation de dette. Le don/service "oblige", exige un contre-don, que l'on ne peut, ou veut, pas toujours faire. L'analyse des logiques concrètes qui se dégagent des récits d'échanges informels montre à quel point elles sont loin de la perspective des réseaux d'échanges alternatifs que sont des institutions telles que les SEL ou les RERS¹⁰³. Dans le fonctionnement de ces associations, toute prestation offerte à un

¹⁰⁰ Le MAUSS, ainsi nommé en hommage au grand théoricien du don, se lit : Mouvement Anti-utilitariste dans les Sciences Sociales.

¹⁰¹ Godbout J.T., *L'esprit du don*, Paris : La Découverte/Poche, 1992, p. 26

¹⁰² Les récits évoqués sont des entretiens qui ont été réalisés dans le cadre d'une recherche collective franco-russe sur les "Réseaux de solidarité dans la Russie actuelle".

¹⁰³ Ces sigles se déchiffrent respectivement : "Système d'Echanges Locaux" et "Réseaux d'Echange Réciproque de Savoir".

membre du groupe ouvre un droit à exiger une contre-partie auprès de n'importe quel membre du groupe, parce que la logique de ces échanges n'est explicitement pas le don. Ces associations, loin d'être informelles, ont des statuts et des règles. L'absence d'institutionnalisation des échanges de services informels en Russie fait que la logique du don, et donc l'obligation d'un contre-don, reste à l'œuvre dans l'interaction, même si les protagonistes ne se pensent pas dans une relation de don. La personne A qui a, par l'intermédiaire d'une personne B, obtenu un service d'une personne C, elle-même redevable à B, ne se sent pas quitte par rapport à C. La chaîne de solidarité ne fonctionne pas comme dans un circuit économique standard, il n'y a pas de "transitivité de la dette". Aussi de nombreux enquêtés expriment-ils leur gêne à recourir aux pratiques informelles, non pas parce qu'ils portent sur elles un jugement a priori négatif, mais parce qu'ils ne s'y sentent pas libres. Ces observations vont dans le sens de ceux qui considèrent que la formalisation des interactions sociales est une pierre angulaire de la démocratie¹⁰⁴ : la liberté des individus passe par la formalisation des interactions dans lesquels ils sont impliqués.

Les pratiques informelles russes sont donc à distinguer des pratiques occidentales que l'on peut qualifier de post-capitalistes, refusant la marchandisation des relations sociales. La façon dont les parents d'élèves russes contribuent à l'amélioration de l'environnement scolaire (en rénovant les infrastructures défectueuses ou en organisant des ateliers d'initiation à l'informatique) n'est pas inconnue de ceux qui participent en Occident à des structures éducatives alternatives, mais dans un cas l'aide est choisie et dans l'autre... extorquée. Même si, comme nous l'avons évoqué, certains magnifient la capacité d'auto-organisation dont témoigne l'informel, tous les Russes ne sont pas d'accord pour faire de l'informel russe le modèle qu'appellent de leurs vœux les déçus du libéralisme. Dans un livre publié en 2004¹⁰⁵, un altermondialiste allemand le présente comme un modèle à suivre pour les sociétés occidentales en quête d'un au-delà du capitalisme. Cela n'a pas manqué de lui valoir une sévère critique dans une revue russe, qui rappelle que l'informel généralisé implique "une économie qui fonctionne sans argent, les travailleurs d'entreprises performantes qui ne réussissent à vivre que grâce à leur lopin, des dispositions officielles qui n'influencent aucunement les rapports qu'on peut

¹⁰⁴ Dès l'époque soviétique, certains soulignaient que la tolérance des instances supérieures aux infractions de leurs subordonnés, en même temps qu'elle créait *de facto* un espace de liberté, augmentait leur dépendance car elle les mettait à la merci des éventuelles pressions ultérieures de ces mêmes supérieurs. Seule une liberté formalisée est effective.

¹⁰⁵ Ehlers K., *Erotik des Informellen*, Zürich : Edition 8, 2004.

avoir avec les fonctionnaires, des lois qui ne prennent effet que lorsqu'on prend langue avec les dirigeants"¹⁰⁶.

EXTRAPOLATIONS

Nous avons jusqu'ici exposé les explications données de l'existence de l'informel, qu'elles soient assorties d'une critique ou d'une valorisation de cet informel. Nous voudrions tenter maintenant de comprendre à quelles logiques pourrait s'adosser l'adhésion aux règles formelles.

Les pratiques informelles concrètes, comme leur articulation avec les cadres formels, ont évolué au cours de la dernière décennie. Nous avons notamment rapporté une périodisation, assez unanimement acceptée, qui enregistre, pour ces pratiques, le passage du rôle de moteur à celui de frein dans les processus de libéralisation, avant que ne s'ouvre une phase d'interpénétration plus ou moins maîtrisée du formel et de l'informel. Quelles sont aujourd'hui les extrapolations envisageables ? Quels peuvent être les scénarios ultérieurs ?

L'ordre marchand

L'analyse des récits collectés atteste une évolution du ressenti des pratiques informelles, qui s'explique notamment par la dynamique des représentations liées à l'argent. Se répand peu à peu l'idée que l'échange marchand permet d'échapper à la sensation de dette gênante évoquée ci-dessus, que la relation monétaire protège finalement la liberté individuelle, représentations totalement absentes à l'époque soviétique¹⁰⁷. Cela est conforme à la modélisation usuelle qui veut qu'avec l'économie

¹⁰⁶ *Неприкосновенный запас*, <http://www.nz-online.ru/print.phtml?aid=40011484>.

¹⁰⁷ Pour une description de l'évolution de l'imaginaire de l'argent, cf. Désert M., "Le blat n'est plus ce qu'il était. Réflexions sur les pratiques d'échange en Russie aujourd'hui", *Revue Russe*, N° 24, 2004, pp. 41-49.

monétaire, les relations humaines deviennent plus neutres, moins engagées, plus libres (dans le sens moderne du terme). Cette évolution amène de l'eau au moulin des analystes occidentaux qui envisagent l'échange monétaire comme socialisation¹⁰⁸.

Mais le cas du pot-de-vin, en apparaissant comme un cas de figure particulier de cette logique, modifie quelque peu cette vision. Certains récits expliquent que le pot-de-vin est parfois préféré à l'échange de services informels pour résoudre les problèmes d'accès à tel ou tel bien ou service, car il libère de toute obligation à l'égard du destinataire : ce constat altère l'hypothèse qui vient d'être formulée, celle d'un processus de "normalisation" des relations sociales passant par la valorisation de l'argent comme vecteur de liberté.

Il est en fait impossible d'associer l'argent à l'ordre formel de façon univoque : l'argent, substitué aux relations d'échanges de services informels, représente un ordre formel, mais il peut être aussi le vecteur de transactions informelles (cas du pot-de-vin). Cette ambiguïté est attestée par l'expression "argent informel", euphémisme parfois utilisé pour désigner le pot-de-vin versé pour obtenir tel ou tel service.

Symétriquement, il convient de souligner le terme utilisé pour qualifier la "marchandisation" de certains services publics. Certaines prestations, qui vont du faux *voucher* touristique (permettant de faire une demande de visa) à l'exemption de service militaire en passant par les actes notariés, peuvent être "achetées" dans des officines qui fonctionnent grâce aux relations informelles nouées par les responsables de ces bureaux avec tel ou tel agent de l'Etat. Le service ainsi "offert", dont l'obtention passe non par les canaux réglementaires mais par la "commercialisation" de ceux-ci, revêt au final une forme légale, dûment tarifée. La qualification de ces transactions par un terme (calque occidental) qui n'a que le sens de légal (*legal'no - лeгaльнo*), au sens juridique du terme, au lieu du terme russe (*zakonno-zakonno*), qui lui peut signifier à la fois légal et légitime, suggère que la conformité aux formes légales n'implique pas pour autant la reconnaissance d'un ordre légitime.

L'argent a par ailleurs du mal à s'affranchir de l'informel. De nombreux récits attestent qu'il a besoin de s'appuyer sur le "réseau" pour être efficace. "Mieux vaut avoir 100 amis que 100 roubles", dit une maxime. La multiplication des opérations frauduleuses, depuis les fonds d'investissements "volatiles" jusqu'à la vente d'objets

¹⁰⁸ Cf. les ouvrages sur la monnaie de Michel Aglietta et André Orléan.

inexistants ou défectueux, dysfonctionnements aggravés par l'absence d'un système efficace de recours pour les consommateurs, suscite une méfiance généralisée. Il ne suffit pas d'avoir de l'argent, il faut être orienté vers une personne qui fera des prestations de services fiables, ou connaître quelqu'un par l'intermédiaire duquel elles le deviendront (car ses liens avec le prestataire assureront le "contrôle" nécessaire). Les services, même "formels" et rétribués "formellement", sont optimisés par le réseau informel. Dans un contexte de méfiance sociale, l'ordre informel vient étayer cet instrument de l'ordre marchand qu'est l'argent, truchement insuffisamment affermi, incapable de servir d'étalon légitime et raisonnable des transactions marchandes.

Inversement, certains récits suggèrent que l'emprise grandissante de l'argent compromet l'efficacité des relations informelles et la confiance qu'elles inspirent. "Les gens changent sous l'influence de l'argent", disent-ils. Cette érosion permettrait aux relations formelles de prendre le relais de relations informelles devenues "défectueuses" : "Désormais les relations informelles ne sont pas aussi fiables qu'on le voudrait. Peut-être est-ce un bien dans la mesure où cela ouvre la voie aux relations formelles", déclare une jeune Russe¹⁰⁹.

Les gens ont changé sous l'effet de la conjoncture, l'aide que l'on peut espérer est plus incertaine ; cette défaillance, en sapant les fondements des relations informelles, peut être le prélude au triomphe des rapports formels. Voilà qui aboutit à un scénario strictement opposé à celui de la transition auto-destructrice évoquée plus haut, où la non-conformité initiale aux canons libéraux condamnait définitivement le marché. Ici, l'extension excessive de l'informel en limite l'efficacité, ce qui contribue à l'avènement du formel. Soulignons néanmoins le caractère amer du mécanisme ainsi esquissé : c'est la dégradation généralisée des conditions de vie qui, en affaiblissant le potentiel d'entraide, ouvre la voie aux relations formelles, ce n'est pas leur rationalité qui s'impose. De plus cette représentation s'enracine dans une absence de confiance dans les individus plutôt que dans une confiance dans l'Etat. Cela ne va guère dans le sens des modélisations qui ancrent les capacités régulatrices de la monnaie dans son aptitude à représenter les valeurs qui sont au fondement de la communauté d'échanges et s'incarnent dans l'Etat, garant de la monnaie.

¹⁰⁹ Elena, 21ans, comptable dans la bibliothèque d'un bourg.

L'ordre étatique

Dans quelle mesure l'Etat russe peut-il effectivement jouer le rôle de garant de la légalité ? Peut-on envisager un scénario où le reflux de l'informel passerait par une valorisation de la régulation étatique ?

Beaucoup de commentateurs ont souligné, du moins lors de l'arrivée au pouvoir de V. Poutine, la convergence entre la société et son président, tendus ensemble dans une quête d'ordre. Nous avons évoqué les nuances qu'il convient d'apporter à la notion d'ordre, telle que les Russes l'entendent¹¹⁰.

Y.Latov considère que "l'ordre social informel" qu'il se plaît à voir à l'œuvre dans la Russie d'aujourd'hui est d'autant plus efficace qu'il y a un "patron" qui fixe les cadres (*кто в доме хозяин*). Nous ne partageons pas cet optimisme : le fait que ce "patron" use du droit de façon très sélective (nous pensons à l'affaire Khodorkovski¹¹¹) nous semble peu propice à favoriser l'apprentissage des règles au sein de la société.

En fait, aujourd'hui, à la différence de ce qui se disait à la fin des années 1990, les analystes envisagent le renforcement du contrôle d'Etat le plus souvent avec beaucoup de scepticisme. Certains l'ont exprimé dès le changement de discours du pouvoir, en 2000 : renforcer le contrôle d'Etat en Russie, c'est renforcer, disaient-ils, le pouvoir des bureaucrates et livrer la société à leur arbitraire¹¹². D'autres arguments se sont ajoutés depuis. Que le renforcement du contrôle étatique augmente globalement le volume de l'économie informelle : de plus en plus d'agents s'y réfugient. Qu'il incite les plus gros agents à chercher un "parrain" encore plus haut, ce qui ne fait qu'aggraver la pénétration des rapports informels au sommet du pouvoir étatique.

L'économiste hongrois I. Kornaï qui a dirigé une grande enquête sur le thème de la confiance dans les sociétés en transition, dans un article où il expose les principales

¹¹⁰ Voir également Favarel-Garrigues G., Rousselet K.. *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, Paris : Autrement, 2004.

¹¹¹ Aussi fondée que soit l'accusation d'évasion fiscale qui a motivé sa condamnation, il ne fait guère de doute que ses vrais motifs sont ailleurs.

¹¹² Exemple parmi d'autres, Работяжев Н., Стоит ли нам уповать на усиление государственного вмешательства в экономику ? (Y a-t-il quelque chose à attendre du renforcement de l'ingérence étatique dans l'économie ?), *Независимая газета*, 25.03.2000.

conclusions de cette recherche¹¹³, formule la séquence suivante : plus on recourt à la violence (policière), moins il y a de confiance, moins grande est l'autorité de la loi. Il en déduit que la lutte contre les phénomènes mafieux ne passe pas par la police mais par le renforcement de l'autorité morale de la loi. De façon générale, les analystes soulignent que les pratiques informelles sont fortement ancrées dans le psycho-social, ce qui ne valorise guère la solution étatique. Le contrôle étatique s'attaque aux pratiques, pas à leurs causes ; il ne peut donc être que d'une efficacité limitée.

L'ordre économique mondial

Les effets de la "globalisation", de l'ouverture de l'économie russe à l'économie mondiale, sont eux aussi diversement analysés. Pour certains, elle a un effet "civilisateur" et contribuera à la généralisation du recours aux règles formelles, dans un environnement de plus en plus ouvert aux acteurs économiques étrangers, supposés plus respectueux des règles. Pour d'autres, elle va inciter les producteurs nationaux, menacés sur le marché domestique qu'ils dominent encore plus ou moins, à se rapprocher du pouvoir politique, en quête d'une protection, dont il y a fort à parier qu'elle ne sera pas formelle : rappelons que ce pouvoir politique, en quête de légitimité internationale et donc demandeur d'une intégration aux organisations internationales, dont l'OMC, doit se plier, au moins formellement, aux exigences de ces organisations, qui interdisent, notamment, la préférence nationale.

Les propos échangés avec des acteurs économiques russes nous incitent à voir dans la "publicité" faite aux pratiques informelles une sorte de barrière protectionniste, alternative à la protection étatique (celle des barrières douanières, dont nous venons de voir qu'elle devient difficilement mobilisable). Mettre en avant cet indescriptible et intransmissible savoir faire qu'il faut maîtriser pour franchir les diverses barrières administratives qui ceinturent le marché russe, c'est aussi s'appliquer à dissuader les entrepreneurs étrangers, ignorants des codes et donc démunis, de tenter leur chance sur le marché russe. Précisons que ce discours est surtout le fait des acteurs économiques qui ne visent que le marché national, et n'ont donc pas besoin de soigner leur image afin

¹¹³ Корнаи Я., "Честность и доверие в переходной экономике" (Honnêteté et confiance dans les économies en transition), *Вопросы экономики*, n°9, 2003, pp. 4-17.

de pénétrer les marchés occidentaux ; pour ceux qui visent leur conquête, la logique est différente, nous l'avons vu : ils font montre au contraire de leur attachement aux règles.

L'ordre "moral"

Les pratiques informelles ne sont pas simplement une réaction à une conjoncture donnée. Elles ont aussi des racines culturelles, s'adosent à des représentations sociales spécifiques. Dans quelle mesure la socialisation aux nouvelles valeurs peut-elle en limiter l'expansion ?

La fameuse "classe moyenne" qui devait devenir le modèle d'identification de la société russe ne semble pas s'acquitter de la mission de vecteur des nouvelles valeurs qui lui avait été assignée dans les discours d'"alphabétisation" qui ont prélué au passage au marché¹¹⁴. Elle ne se distingue ni par son intérêt pour la démocratie (le taux d'abstentionnisme y est élevé), ni par son attachement au formel. Certains soulignent qu'il ne saurait en être autrement : appartiennent à la classe moyenne ceux qui ont su s'adapter aux mutations, or l'adaptation, dans le contexte russe actuel, passe nécessairement par le contournement des règles. Ce qui suscite le commentaire ironique suivant :

"Si l'esprit du capitalisme a été tant bien que mal assimilé, on a bien du mal avec son éthique, même non protestante."¹¹⁵

Pourtant la majorité des analystes s'accordent pour dire que "les règles civilisées ne peuvent être imposées par en haut"¹¹⁶ et l'idée la plus fréquemment avancée est qu'elles se propageront par les entrepreneurs, qui diffuseront les normes à la fois vers le haut (la classe politique) et vers le bas (les salariés).

¹¹⁴ Il y a eu au moment des privatisations de masse en 1992 toute une rhétorique pour démontrer qu'elles allaient contribuer à créer une classe moyenne de petits propriétaires, gage pour la société entière de stabilité tant politique qu'économique.

¹¹⁵ Бляхер Л.Е., "Моральная экономика и моральная политика, или игра в перепрятушки доходов" (L'économie morale et la politique morale, ou le cache-cache des revenus), *Политические исследования*, n°1, 2001, pp. 64-72.

¹¹⁶ Remarque de V. Radaev, dans une interview à la revue destinée aux milieux d'affaires *Expert* (*Эксперт*, 27.03.2000). Notons le qualificatif de "civilisées" accolé à "règles", qui atteste, *a contrario*, tout le scepticisme suscité par les règles purement étatiques.

“L’ordre juridique ne peut s’imposer comme valeur à la société comme au pouvoir qu’une fois enraciné dans le monde des affaires.”¹¹⁷

Les acteurs économiques volant au secours des acteurs politiques pour instaurer l’ordre juridique formel ? Les pratiques réelles ne vont pas vraiment dans ce sens. Certes beaucoup d’entrepreneurs voient la solution de tous les problèmes (les leurs comme ceux de la société) dans une collaboration entre les structures du pouvoir et les acteurs économiques, mais ils l’imaginent comme une symbiose où chacune des parties résoudrait les problèmes de l’autre avec les ressources dont elle dispose : les entrepreneurs réglant les problèmes matériels des hommes publics¹¹⁸ (et de l’Etat de façon générale), ces derniers mettant les pouvoirs dont ils sont investis au service du monde des affaires. Cette logique est mise en œuvre par l’Union des entrepreneurs et producteurs (équivalent approximatif du MEDEF) qui affiche son loyalisme et proclame son souci d’aider, notamment financièrement, les projets sociaux du gouvernement ; elle espère ainsi faire perdurer un dialogue privilégié qui a été perturbé par l’affaire Khodorkovski¹¹⁹, même si désormais la logique de cet échange est plus défensive (protéger les acquis) qu’offensive (obtenir de nouvelles prérogatives). On la retrouve au niveau régional, avec des arrangements auxquels les autorités locales s’appliquent à conférer un habillage formel plus ou moins sophistiqué : les entreprises sont “invitées” à participer au financement des infrastructures que leur budget¹²⁰ ne leur permet plus de prendre en charge, le remplacement gracieux des fenêtres de tel ou tel bâtiment public, les versements à telle ou telle fondation leur assurant quelques retombées en termes de contrats ou de location d’immobilier public à des tarifs préférentiels¹²¹.

Mais dans ces différents cas de figure, la préférence va à la relation duelle, aux arrangements informels. On est loin du modèle de “contrat social” entre l’Etat et la société dont l’absence, selon la démonstration de G.Satarov, explique la relation de corruption particulière qui s’instaure en Russie entre usagers et fonctionnaires. Rappelons que, dans

¹¹⁷ Kliamkine I., Timofeef L., *op.cit.*

¹¹⁸ Nous choisissons ce terme d’“hommes publics” car il permet d’inclure aussi bien les élus que les fonctionnaires haut placés.

¹¹⁹ Après avoir tenté dans un premier temps de s’insurger contre l’arrestation de l’un des membres de son bureau, au vu de la réaction de V. Poutine leur demandant de cesser “les manifestations d’hystérie”, le RSPF a pris acte du changement de relations et adopté une attitude bien plus conciliante.

¹²⁰ Diverses réformes budgétaires ont accru la part des transferts au budget fédéral, laissant les autorités locales très démunies.

¹²¹ Cf. Курбатова М.В., Левин С.Н., Апарина Н.Ф. “Взаимодействия власти и бизнеса на муниципальном уровне: практики, сложившиеся в Кемеровской области” (Interactions entre pouvoir local et monde des affaires au niveau municipal), *Экономическая социология*, Т. 6, n° 2, 2005, pp. 54-68. Il s’agit d’une étude sur les pratiques dans la région de Kemerovo, région minière dont le gouverneur est Aman Tuleev.

la foulée de son analyse, il proposait un programme d'éducation civique visant à inculquer aux jeunes Russes ce qu'est un contrat social. Pour l'heure, loin de voir les retombées de la ponction fiscale, les individus ont l'impression d'être doublement imposés, dans la mesure où, *de facto*, ils "achètent" les services publics, que sont la santé et l'éducation par exemple, théoriquement (plus ou moins) subventionnés par leurs impôts, de façon privée, dans le cadre de transactions informelles. Même l'usage par l'Etat du Fonds de stabilisation pour régler certains problèmes sociaux¹²² n'a pas radicalement changé la donne : ce fonds étant essentiellement alimenté par une ponction sur la rente pétrolière, beaucoup de Russes ont l'impression qu'est mis ainsi en œuvre non un principe de justice redistributive, mais un principe de justice élémentaire. Ils récupèrent ainsi tout au plus, estiment-ils, une partie de ce qui leur a été dérobé lorsque "quelques uns" (les oligarques) ont capté à leur profit la rente collective que représentent les ressources naturelles du sol russe. Rien de tout cela ne contribue donc à réifier dans les esprits l'idée de contrat social.

Aux antipodes du modèle de contrat social impersonnel, le comportement dominant dans les relations avec les personnes publiques, à quelque niveau que cela soit, consiste toujours à la fois à dissocier la personne de la fonction, et à se poser en usager non anonyme. Certes cette double personnalisation a pour but ultime d'obtenir un traitement privilégié, mais il convient de ne pas la réduire à la simple manifestation d'un pragmatisme malin. L'idée que les rapports sociaux doivent prendre la forme de rapports de personne à personne est d'autant plus enracinée que l'expérience soviétique, en même temps qu'elle réduisait l'espace privé, a opéré à la fois une "sur-intimisation" des relations sociales et un sur-investissement des actions privées. Ecouter telle musique ou tel chanteur dans des lieux non officiels, lire les auteurs interdits en participant aux réseaux de *samizdat* n'étaient pas de simples actes privés, mais des actes civiques en quelque sorte, une façon de défier l'Etat-censeur au sein de cercles dont les membres devenaient *de facto* des "intimes", puisqu'ils partageaient des goûts voués au secret.

Cette expérience de fusion des registres éclaire la difficile constitution des bornes entre l'intime, le privé et le public. Cet amalgame n'est pas sans conséquences sur la confiance ; il explique que, pendant la perestroïka, ce sont de préférence les amis que l'on a transformés en partenaires économiques dans l'aventure de l'entrepreneuriat

¹²² Comme ce fut le cas au moment de la crise liée à la "monétarisation des avantages sociaux" en janvier 2005.

naissant¹²³ et qu'aujourd'hui on s'applique à transformer en ami l'interlocuteur administratif¹²⁴.

Tout cela met l'accent sur un apprentissage qu'on oublie trop souvent de mentionner à propos de la transition démocratique : celui de la relation anonyme. Rappelons que les historiens du politique montrent que le civisme privilégie une solidarité anonyme, et ce n'est sans doute pas un hasard si la traduction en russe de la notion de civisme pose problème.

La persistance de l'informel est aussi la manifestation d'une résistance à l'anonymat, principe qui peut difficilement s'imposer dans un contexte de désorientation sociale qui valorise au contraire les relations personnalisées.

ELEMENTS DE CONCLUSION

La volonté de personnaliser des interactions en principe anonymes n'est pas un phénomène typiquement russe : les agents économiques occidentaux l'intègrent de plus en plus dans leurs stratégies commerciales (cadeaux et fidélisation des clients appartiennent au code des relations affinitaires personnalisées) sans que l'on parle pour autant d'une extension de l'informel et qu'on s'en alarme. Mais ce qui est bienvenu dans une relation de service privé, est perçu comme dommageable dans des relations de service public, envisagées comme pilier d'une société démocratique et juste.

De façon générale, les divergences dans les visions de l'informel s'adosent à des divergences sur les priorités : ceux qui sont préoccupés d'efficacité économique relativisent ses méfaits, ceux qui sont attachés à la promotion d'une société équitable et ouverte déplorent ses ravages. Selon une autre ligne de faille, les bénéfices au niveau micro sont opposés aux dommages au niveau macro : d'un côté les pratiques informelles assureraient non seulement la survie de ceux qui sont frappés par les mutations

¹²³ Tel est le mode de constitution des coopératives qui apparaissent à partir de 1987.

¹²⁴ Cela est illustré dans les entretiens que nous avons collectés. Citons notamment le cas d'une femme qui raconte que "tous ceux qui l'ont aidée (le contexte permet de préciser "parmi les fonctionnaires") sont devenus (ses) amis"

économiques, mais également, en établissant une “quasi-confiance” entre acteurs économiques, une forme de régulation dans un contexte de carence institutionnelle ; de l’autre, elles contribueraient à la généralisation d’une méfiance sociale, à la segmentation de l’espace tant économique que social.

Paradoxalement, si la foi dans les possibilités d’une modernisation par en bas demeure (telle peut être l’interprétation du modèle de la déformalisation-reformalisation développé par V. Radaev), l’hypothèse d’une démocratisation par en bas, d’une organisation spontanée du social rencontre désormais¹²⁵ peu d’adeptes, du moins dans l’espace russe¹²⁶. Nous l’avons vu, les “groupes de proches” sont interprétés non comme lien social mais comme avatar du communautarisme, non comme régulation alternative face à un Etat incompétent et/ou démissionnaire, mais comme captation du public, effacement de la délimitation entre le privé et le public.

Pour convaincantes que soient les modélisations qui appuient ces considérations, elles n’en posent pas moins le problème du profond écart entre les catégories des analystes du social et celles des acteurs sociaux. A travers des pratiques dans lesquelles les premiers voient de l’incivisme, les seconds expriment leur façon de penser le “vivre ensemble”. L’informel témoigne en effet d’une relation particulière non seulement aux institutions mais également à autrui (nous avons évoqué les racines de cette confusion des ordres) ; les pratiques informelles constituent un acte de refus (le refus des règles étatiques, qu’elles soient jugées injustes, illégitimes ou irrationnelles), en même temps qu’elles sont un refuge (dans le cercle des proches, loin du regard de l’Etat).

Inversement, aussi douteuse qu’apparaisse une généalogie de l’informel russe inscrivant l’anarchiste Makhno dans ses précurseurs, l’argumentation déployée pour ce faire convoque une logique sociale qui ne paraît pas dépourvue de fondement : le camper en représentant de la “troisième voie”, c’est expliciter un rejet de l’alternative système commandé /système libéral qui n’est sans doute pas absent des pratiques qui nous occupent. Cette vision renvoie au terme que T. Shanin, l’un des grands observateurs de l’informel russe, adopte pour qualifier ce pan des interactions sociales : “expolaire”. Il exprime par ce mot son refus de s’inscrire dans un champ polarisé, marqué par l’opposition entre marché et plan, où les phénomènes sont classés comme relevant d’un

¹²⁵ Ce n’était pas le cas pendant les années de la perestroïka qui ont connu un regain de la foi dans les vertus de l’auto-organisation.

¹²⁶ La lecture angélique de l’informel est plutôt occidentale, nous l’avons vu.

des deux pôles. Réfutant ce qu'il appelle le syndrome du "doigt de Midas"¹²⁷, il affirme que, quoi qu'on ait pu dire, les systèmes dominants (libéralisme comme communisme) n'arrivent pas à "coloniser" toutes les marges de l'espace qu'ils régissent. Les formes "expolaires" des agir sociaux, ce que nous avons désigné comme "pratiques informelles", subissent certes l'influence de ces courants dominants, mais elles restent principalement déterminées par les normes des relations sociales primaires que sont les relations de sociabilité.

Même si T. Shanin met en exergue la capacité de ces relations à perdurer quels que soient les changements affectant les cadres politiques et économiques de la vie sociale, elles ne sont pas pour autant immuables. Les pratiques informelles post-soviétiques ne sont pas les mêmes que les soviétiques, leurs accommodements avec les cadres formels ont changé et changent encore, nous l'avons évoqué, sans pour autant que le formel s'impose comme légitime – lorsqu'il s'impose. Ces évolutions ne correspondent cependant guère au modèle de contrat social que les analystes appellent de leurs vœux, car ils l'imaginent susceptible de mettre un frein à l'expansion de l'informel. Les divers arrangements auxquels ont donné lieu les évolutions politiques et économiques des quinze dernières années ne contribuent en effet pas particulièrement à réifier dans les consciences cette notion qui a été absente de l'histoire des idées comme des institutions russes¹²⁸.

Il est important de comprendre que le concept de contrat social reste une abstraction dans la Russie actuelle, que ce modèle est virtuel et que ce qui est réel, c'est "l'ordre informel". Le fait que le code de fonctionnement des interactions sociales puisse être exprimé par cet oxymore atteste bien toute l'ambiguïté de la situation actuelle. Peut-être plus qu'au formel, c'est à l'informe que l'informel s'oppose, c'est à l'instabilité des formes provoquée par la transition qu'il répond.

¹²⁷ Midas meurt, victime de sa cupidité, parce que tout ce qu'il touche se transforme en or.

¹²⁸ A la différence de ce qui s'est passé avec, par exemple, le concept de "classe" après la Révolution de 1917, dont l'accommodation dans les représentations sociales a pu être décrite par les historiens (mentionnons Sheila Fitzpatrick).

Bibliographie

Ouvrages en langues française et anglaise

BURAWOY, M., VERDERY, K. (eds.) (1999) *Uncertain Transition ; Ethnographies of Change in a Post-Socialist World*. Lanham: Rowman et Littlefield.

CALLON, M., LATOUR, B. (1997) "Tu ne calculeras pas ! Ou comment symétriser le don et le capital", in *Revue du Mauss, Comment peut-on être anti-capitaliste*. Paris: La Découverte, pp.45-76.

CHANTELAT, P.(2002) "La Nouvelle Sociologie, Economique et le lien marchand : des relations personnelles à l'impersonnalité des relations", *Revue Française de Sociologie*, vol. 44, n° 3, pp.521-556.

DESERT, M., FAVAREL-GARRIGUES, G. (dir.) (1997) "Les capitalistes russes", *Problèmes politiques et sociaux*, n° 789.

FAVAREL-GARRIGUES, G., ROUSSELET, K. (2004) *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*. Paris: Autrement.

GODBOUT, J. (2000) *L'esprit du don* [Post-face Alain Caillé]. Paris: La Découverte.

GODBOUT, J. (2000) *Le don, la dette, l'identité : Homo donator versus homo oeconomicus*. Paris: La Découverte/MAUSS.

GRANOVETTER, M. (2000) *Le marché autrement: Les Réseaux dans l'économie*. Paris: Desclée de Brouwer.

HSU, C.L. (2005) "Capitalism without contracts versus capitalists without capitalism : comparing the influence officiel Chinese *guanxi* and Russian *blat* on marketization", *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 38, n° 3, pp.309-327

HUMPHREY, C., MANDEL R. (eds) (2002) *Markets and Moralities : Ethnographies of Postsocialism*. Oxford: BERG.

HUMPHREY, C. (2002) *The Unmaking of Soviet Life ; Everyday Economies After Socialism*. Ithaca and London: Cornell University press.

KATSENELINBOIGEN, A. (1997) "Coloured markets in the Soviet Union", *Soviet Studies*, Vol. 29, n° 1.

KHARKHORDIN, O., GERBER, T. (1994) "Russian Directors' Business Ethic: A Study of Industrial Enterprises in St. Petersburg, 1993", *Europe-Asia Studies*, vol. 46, n° 7, pp. 1075-1107.

KLIAMKINE, I., TIMOFFEEF L. (2003) *La Russie de l'ombre*. Paris: Presses de la cité.

KORNAI, J., ROSE-ACKERMAN, S. (eds.) (2004) *Building a Trustworthy State in Post-Socialist Transition*. New York: Palgrave Macmillan.

LAUTIER, B. (1994) *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris: La Découverte.

LEDENEVA, A. (1998) *Russia's Economy of Favours : Blat, Networking and Informal Exchange*. Cambridge and New York: Cambridge University Press.

PENOUIL, M. (1990) "Les activités informelles : réalités méconnues..., espérances illusoires ?", *Economie et humanisme*, n° 314, septembre 1990, pp. 29-40.

RAKOWSKI, C. A. (1994) "Convergence and divergence in the informal sector debate : a focus on Latin America, 1984-1992", *World Development*, vol. 22, n° 4, avril 1994, pp. 501-516.

ROSE, R. (1983) *Getting by in three economies: the resources of the official, unofficial and domestic economy*. Glasgow: University of Strathclyde.

- ROUSSELET, K. (1996) "Les modes d'adaptation de la société russe", *Politique Etrangère*, n° 4, pp. 823-833.
- STIGLITZ, J. (2002) *La Grande désillusion* [traduit de l'américain]. Paris: Fayard.
- WALLERSTEIN, I. (1974) "The Rise and Future Demise of the World Capitalist System: Concepts for Comparative Analysis", *Comparative Studies in Society and History*, n° 16, septembre 1974.
- WOODRUFF, D. (1999) *Money Unmade, Barter and the Fate of Russian Capitalism*. Ithaca & London: Cornell University Press.

Ouvrages en langue russe

- Алашеев, С. (1995) "Неформальные отношения в процессе производства: взгляд изнутри", *Социологические исследования*, n° 2.
- Барсукова, С.Ю. (2000) "Неформальная экономика и сетевая организация пространства в России", *Мир России*, n° 1, pp. 52-68
- Барсукова, С. Ю. (2000) "Неформальная экономика: причины развития в зеркале мирового опыта", *Экономическая социология*. vol. 1, n° 1, pp. 13-24.
- Барсукова, С.Ю. (2000) "Неформальная практика российского бизнеса в зеркале транзакционных издержек", *Проблемы, успехи и трудности переходной экономики*, Под ред. М.А. Портного. Серия "Научная перспектива", выпуск XVI. М.: Московский общественный научный фонд.
- Барсукова, С.Ю. (2001) "Страсти по новому Трудовому кодексу", *Мир России*, n° 1.
- Барсукова, С.Ю. (2001) "Неформальная экономика и система ценностей россиян", *Социологические исследования*, n° 1, pp. 57-62.
- Барсукова, С.Ю. (2001) "Вынужденное доверие сетевого мира", *Политические исследования*, n° 2, pp. 52-60.
- Барсукова, С.Ю. (2002) "Таможня и бизнес: от теневого тандема к легализации?", *Мир России*, n° 2, pp. 70-92.
- Барсукова, С.Ю. (2002) "Солидарность участников неформальной экономики. На примере стратегий мигрантов и предпринимателей", *Социологические исследования*, n° 4, pp. 3-12.
- Барсукова, С.Ю. (2003) "Неформальная экономика: понятие, структура", *Экономическая социология*, vol. 4, n° 4, pp. 15-36.
- Барсукова, С.Ю. (2003) "Есть ли у нового Трудового кодекса шанс уменьшить теневые трудовые практики?", *Неформальная экономика в постсоветском пространстве: Проблемы исследования и регулирования*, Под ред. И.Олимпиевой и О.Паченкова. СПб: ЦНСИ, pp.69-81.
- Барсукова, С.Ю. (2003) "Сетевая взаимопомощь российских домохозяйств: теория и практика экономики дара", *Мир России*, n° 2, pp. 81-122.
- Барсукова, С.Ю. (2004) *Неформальная экономика, экономико-социологический анализ*, М.
- Бляхер, Л.Е. (2001) "Моральная экономика и моральная политика, или игра в переprüтышки доходов", *Политические исследования*, n° 1, pp. 64-72.
- Быстрова, А., Сильвестрос М. (2000) "Феномен коррупции: некоторые исследовательские подходы", *Журнал социологии и социальной антропологии*, vol. 3, n° 1, pp.83-101.
- Волков, В.В.(2002) *Силовое предпринимательство*. СПб.: Летний сад.
- Гимпельсон, В.(2002) *Занятость в неформальном секторе в России: угроза или благо?*, Препринт WP4/2002/03. М.: ГУ-ВШЭ.

Грунт, З.А., Кертман, Г.Л., Павлова, Т.В., Патрушев, С.В., Хлопин, А.Д. (1996) "Российская повседневность и политическая культура: проблемы обновления", *Политические исследования*, n° 4, pp. 56-72.

Гудков, Л., Дубин, Б. (2002) "Нужные знакомства": особенности социальной организации в условиях институциональных дефицитов, *Мониторинг общественного мнения*, n° 3, pp.24-39.

Заславская, Т.И., Шабанова, М.А.(2001) "Социальные механизмы трансформации неправовых практик", *Общественные науки и современность*, n° 5, pp. 5-24.

Заславская, Т.И., Шабанова, М.А.(2002) "К проблеме институционализации неправовых социальных практик в России: сфера труда", *Мир России*, n° 2, pp. 3-38.

Исправников, В.О.(1998) ""Теневая" экономика и перспективы образования среднего класса", *Общественные науки и современность*, n° 6, pp. 40-50.

Кастельс, М., Киселева, Э. (2000) "Россия и сетевое общество", *Мир России*, n° 1, pp. 23-51.

Клямкин, И., Тимофеев, Л. (2000) *Теневая Россия: Экономико-социологическое исследование*. М.: РГГУ.

Клямкин, И.М., Тимофеев, Л.М. (2000) *Теневой образ жизни. Социологический автопортрет постсоветского общества*. М. : РГГУ.

Ковалев, Е (1999) "Взаимосвязи типа "патрон – клиент" в российской экономике", *Неформальная экономика: Россия и мир*, Под ред. Т.Шанина, М.: Логос.

Козина И. (2003) "Усиление влияния неформальных механизмов распределения ресурсов, как следствие трансформации системы здравоохранения", *Неформальная экономика в постсоветском пространстве: Проблемы исследования и регулирования*, Под ред. И.Олимпиаевой и О.Паченкова. СПб: ЦНСИ.

Колесникова, Л.(2002) "Неформальный сектор: издержки "переходности" или отражение социального самосознания?", *Общественные науки и современность*, n° 5, pp. 48-65.

Косалс, Л. (1999) "Между хаосом и социальным порядком", *Pro et Contra*, vol. 4, n° 4, pp. 40-54.

Косалс, Л.Я., Рывкина, Р.В. (2002) "Становление институтов теневой экономики в постсоветской России", *Социологические исследования*, n° 4, pp. 13-21.

Кудюкин, П.М. (1999) "Неформальные трудовые отношения в России: сущность, формы проявления, общественные последствия", *Трудовые отношения и коллективные действия в современной России: политические, правовые и социальные аспекты*, Отв. ред. А.М.Кацва, П.М.Кудюкин, С.В.Патрушев, М.: Эдиториал УРСС.

Курбатова, М.В., Левин, С.Н., Апарина, Н.Ф. (2005) "Взаимодействия власти и бизнеса на муниципальном уровне : практики, сложившиеся в Кемеровской области", *Экономическая социология*, vol. 6, n° 2, pp. 50-68.

Латов, Ю. (2000) "Длинные тени общества "светлого будущего"", *Вопросы экономики*, n° 8.

Латов, Ю. (2001) *Экономика вне закона: Очерки по теории и истории теневой экономики*. М.: Московский общественный научный фонд.

Латов, Ю., Латова Н. (2001) "Российская экономическая ментальность на мировом фоне", *Общественные науки и современность*, n° 4, pp. 31-43.

Леденева, А. (1997) "Неформальная сфера и блат: гражданское общество или (пост)советская корпоративность?", *Pro et Contra*, vol. 2, n° 4.

Леденева, А. (1999) "Блат и рынок: трансформация блата в постсоветском обществе", *Неформальная экономика. Россия и мир*, Под ред. Т.Шанина. М.: Логос, pp.111-124.

Лылова, О.В. (2002) "Неформальная взаимопомощь в сельском сообществе", *Социологические исследования*, n° 2.

Неформальная экономика: Россия и мир, Под ред. Т.Шанина, М.: Логос, 1999.

Неформальная экономика в постсоветском пространстве: Проблемы исследования и регулирования, Под ред. И.Олимпиевой и О.Паченкова. СПб: ЦНСИ, 2003.

Никулин, А. (1998) "Предприятия и семьи в России: социокультурный симбиоз", *Куда идет Россия? Трансформация социальной сферы и социальная политика*, Под общ.ред. Т.И.Заславской, М.: Дело.

Никулин, А. (1999) "Конгломераты и симбиозы в России: село и город, семьи и предприятия", *Неформальная экономика: Россия и мир*, Под ред. Т.Шанина. М.: Логос.

Олейник, А.Н. (2001) *Тюремная субкультура в России: от повседневной жизни до государственной власти*, Москва: Инфра М.

Олейник, А.Н. (2001) "Жизнь по понятиям": институциональный анализ повседневной жизни "российского простого человека", *Политические исследования*, n° 2, pp. 40-51.

Олейник, А.Н. (2003) "Модель сетевого капитализма", *Вопросы экономики*, n° 8, pp. 132-149.

Павленко, С. (1999) "Элемент демократии или закулисные сделки?", *Pro et Contra*, vol. 4, n° 1, pp 68-83.

Пинскер, Б. (1999) "Бой с собственной тенью", *Pro et Contra*, vol. 4, n° 1, pp. 55-57.

Радаев, В.В. (1998) *Формирование новых российских рынков: Транзакционные издержки, формы контроля и деловая этика*, М.: Центр политических технологий.

Радаев, В.В. (1999) "Неформальная экономика и внеконтрактные отношения в российском бизнесе. Подходы к исследованию неформальной экономики", *Неформальная экономика: Россия и мир*, Под ред. Т.Шанина. М.: Логос.

Радаев, В.В. (1999) "Теневая экономика в России: изменение контуров", *Pro et Contra*, vol. 4, n° 1, pp. 5-24.

Радаев, В.В. (1999) "О социальных компромиссах и теневой экономике", *Куда идет Россия?.. Кризис институциональных систем: век, десятилетие, год*, Под общ. ред. Т.И.Заславской, М.: Логос.

Радаев, В.В. (2001) "Издержки легализации", *Эксперт*, n° 40, 29 октября.

Радаев, В.В. (2002) "Российский бизнес: на пути к легализации?", *Вопросы экономики*, n° 1, pp. 68-87.

Радаев, В.В. (2003) *Социология рынков: к формированию нового направления*. М.: ГУ-ВШЭ.

Радаев, В.В. (2003) "Таможня дает добро? Российский бизнес на пути к легализации", *Неформальная экономика в постсоветском пространстве: Проблемы исследования и регулирования*, Под ред. И.Олимпиевой и О.Паченкова. СПб: ЦНСИ.

Рощина, Я.М. (2003) "Формальные и неформальные издержки поступления в вуз: сколько мы готовы платить?", *Экономическая социология*, vol. 4, n° 1, pp. 13-20.

Рывкина, Р.В. (1999) "От теневой экономики к теневому обществу", *Pro et Contra*, vol. 4, n° 1, pp. 25-39.

Рывкина, Р.В. (2000) "Теневизация российского общества: причины и последствия", *Социологические исследования*, n° 12.

Сатаров, Г.А. (2002) "Тепло душевных отношений: кое-что о коррупции", *Общественные науки и современность*, n° 6, pp. 18-27.

Седова, Н. (2002) "Неформальная экономика в теории и российской практике", *Общественные науки и современность*, n° 3, pp. 49-58.

Тамаш, П. (2003) "Неформальность в постсоциалистической экономике", *Неформальная экономика в постсоветском пространстве: Проблемы исследования и регулирования*, Под ред. И.Олимпиевой и О.Паченкова. СПб: ЦНСИ.

Титаев, К.Д. (2005) "Почем экзамен для народа? Этуд о коррупции в высшем образовании", *Экономическая социология*, vol. 6, n° 2, pp. 69-82.

Титов, В. (2002) “Социально-психологические аспекты функционирования неформальной экономики”, *Общественные науки и современность.*, n° 5, pp. 67-77.

Шанин, Т.(1999) “Эксплоярные структуры и неформальная экономика современной России”, *Неформальная экономика: Россия и мир*, Под ред. Т.Шанина. М.: Логос.

Шанин, Т. (2002) “Обычное право в крестьянском сообществе”, *Куда идет Россия? Формальные институты и реальные практики*, Под общ. ред. Т.И.Заславской. М.: МВШСЭН.

Яницкий, О.Н. (2002) “Теневые отношения в современной России”, ecsocman.edu.ru/images/pubs/2005/04/27/0000209908/019Yanitskij.pdf